



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2646
19 avril 2019
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE **OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**



Grand débat, politique spectacle...

Contre Macron et les capitalistes, le camp des travailleurs !

Notre-Dame
**De l'émotion
à la récupération
politique**

Page 4

École
**Rattrapée par
le pourrissement
de la société**

Page 6

Soudan
**La lutte
continue contre
les militaires**

Page 9

Algérie, Soudan: des leçons et un avertissement pour les travailleurs

Depuis plusieurs semaines, en Algérie et au Soudan, la population est parvenue à ébranler les dictatures en place depuis des dizaines d'années, à force de mobilisations massives et déterminées.

En Algérie, après les manifestations qui ont commencé en février, la population a obtenu la démission de Bouteflika, qui était au pouvoir depuis vingt ans. Le nouveau gouvernement a promis la tenue d'un scrutin présidentiel le 4 juillet prochain. Il espère ainsi canaliser l'aspiration au changement exprimée par la population et faire élire un homme qui assurerait la continuité du régime.

Les manifestations qui ont eu lieu dans tout le pays le 12 avril montrent que la majorité de la population ne veut pas se contenter d'un ravalement de façade et refuse d'accorder la moindre confiance à ceux qui ont dirigé le pays avec Bouteflika en réprimant toute opposition.

Cette méfiance est d'autant plus justifiée qu'au-delà de la clique de privilégiés et d'affairistes qui s'accaparent le sommet de l'État, c'est tout l'appareil répressif de la dictature, à commencer par l'armée, qui reste en place. Et si, pour le moment, l'état-major n'a pas fait le choix de réprimer les manifestations, ses dirigeants n'ont pas hésité dans le passé à faire tirer à de nombreuses reprises sur la population.

Au Soudan, depuis quatre mois, des manifestations se déroulaient contre le renchérissement des produits de première nécessité, comme le sucre et le pain dont le prix avait été multiplié par trois. Malgré la répression, les manifestations ont continué de s'amplifier. Finalement, le 11 avril, l'armée a décidé de lâcher le dictateur en place depuis trente ans, organisant un coup d'État pour mettre en place un Conseil militaire de transition.

Contre ce qu'ils dénonçaient comme une photocopie du régime, des milliers de manifestants ont continué de descendre dans la rue, défiant le couvre-feu instauré par les nouvelles autorités et obligeant le chef du Conseil militaire à peine installé à démissionner. «*En deux jours, nous avons renversé deux présidents*», scandaient fièrement les manifestants soudanais.

Les travailleurs et les classes populaires qui se sont

mobilisés massivement en Algérie et au Soudan contre la dictature ont toutes les raisons d'être fiers. Ils ont montré qu'en luttant collectivement et d'une façon déterminée ils représentent une force énorme.

Mais ce qui se passe aussi bien en Algérie qu'au Soudan nous montre aussi que cette force ne peut être efficace qu'à condition d'être guidée par une politique qui se place du point de vue des intérêts de classe des exploités. Cela nécessite que les exploités se donnent une organisation représentant à la fois ces intérêts et une perspective pour l'ensemble de la société.

La grande bourgeoisie, les classes privilégiées ont à leur disposition un arsenal politique et des forces de répression pour défendre leur domination. Ces serviteurs politiques ou militaires ont les moyens d'inventer une multitude de subterfuges pour tromper la majorité pauvre de la population et tenter de la conduire vers des voies de garage.

Et si ces subterfuges ne suffisent pas, ils feront appel à la répression. En Algérie, de façon encore un peu déguisée, au Soudan de façon brutale, c'est l'état-major de l'armée qui joue le rôle de centre dirigeant pour offrir une solution à la classe dirigeante.

Eh bien, la principale leçon à en tirer pour les classes exploitées, et avant tout pour le prolétariat, c'est qu'il faut qu'elles disposent d'organisations susceptibles de devenir un état-major face à ceux de la bourgeoisie, à commencer par un parti en lequel elles se reconnaissent et qui sache opposer aux choix politiques de la bourgeoisie une politique favorable aux masses populaires.

L'autre leçon, c'est que la classe privilégiée n'abandonne jamais sans combattre. «*Qui a du fer a du pain*», disait Blanqui, un grand révolutionnaire du 19^e siècle, parlant de l'armement des classes opprimées. Ce qui s'est passé en Égypte depuis 2011 est l'illustration de ce que font les oppresseurs à un peuple désarmé.

La lutte que mènent aujourd'hui les travailleurs en Algérie et au Soudan, c'est aussi la nôtre, travailleurs de France, celle que nous avons à mener pour renverser le pouvoir politique et économique de la classe privilégiée et pour mettre fin à la mainmise du grand capital sur la vie de la société.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ		DANS LE MONDE		ENTREPRISES		ÉLECTIONS EUROPÉENNES	
Macron annule son discours: les attaques demeurent	3	Allemagne: contre «la folie des loyers»	10	Hôpitaux de Paris: grève aux urgences	12	À travers la campagne	16
Incendie de Notre-Dame: de l'émotion à la récupération politique	4	Naufrage de l'Estonia: 852 morts, pas de responsable?	10	À l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière	12	Union européenne: la fausse barbe des traités	16
Pinault et Arnault: des dons qui rapportent	4	Pologne: les enseignants en grève	10	Saint-Gobain Pont-à-Mousson	12	IL Y A 100 ANS	
Loi anticasseurs: la répression n'étouffe pas la colère sociale	4	Algérie: la pression populaire accentue la crise du régime	8	JST - Lyon	13	Commune de Bavière: la crise de la direction révolutionnaire	11
Le Pen et l'euro: démagogie et carriérisme	5	Yémen: les armes françaises tuent	8	General Electric - Belfort	13		
Castaner: passeur de l'extrême droite	5	Soudan: la chute du dictateur, mais pas des militaires	9	Arjowiggins - Sarthe	13	LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE	
Marseille: la mort d'une octogénaire n'intéresse pas le procureur	5			SNCF Villeneuve-Saint-Georges	14	Suppression du service autotrain?	14
Police: le racisme comme consigne	5	Retard de l'EPR: fleuron de l'incompétence	7	RATP - ligne 13	14	Lyon Métropole: les éboueurs se font respecter	15
		EDF: nationalisation des pertes, privatisation des profits	7	Pizzorno - Lyon	15	Programme	3
		Première image d'un trou noir: la science sans frontières	11				

Macron annule son discours : les attaques demeurent

« Nous avons décidé de transformer les colères en solutions », proclame le site de l'Élysée. Mais les « solutions » de Macron en réponse à la colère de la population travailleuse, qui s'exprime depuis mi-novembre, ne s'écarteront pas de sa ligne de conduite politique habituelle : tout pour le grand capital.

Le pouvoir d'achat qui s'effondre, la santé mise à mal, les services publics dégradés : il n'était pas besoin d'un grand débat pour savoir que là résident les causes de cette colère. Elle n'a d'ailleurs pas cessé après le discours de Nouvel An de Macron. La savante mise en scène présidentielle des prétendues solutions, consistant en un discours le 15 avril au soir et une conférence de presse deux jours plus tard, a été bouleversée par l'incendie de la cathédrale Notre-Dame de Paris. Mais une partie du contenu, délivré par avance aux médias, a fuit.

On peut donc juger de la pertinence des réponses. À ceux qui ont la hantise des fins de mois, l'Élysée parle vaguement de « baisser

l'impôt pour les classes moyennes », en finançant cette mesure par la « suppression de certaines niches fiscales ». Tout dans le flou, et rien sur une baisse de la TVA, que chacun paye fort cher. Les retraites inférieures à 2 000 euros seraient réindexées sur l'inflation... en janvier 2020. Rien n'est suggéré pour rattraper la perte pluriannuelle de pouvoir d'achat, pas plus que pour augmenter les retraites de ceux qui doivent se débrouiller pour vivre avec moins de 1 000 euros. Rien non plus sur la hausse de la CSG, qui a déjà volé de plusieurs dizaines d'euros par mois des millions de retraités.

Les salariés aux payes insuffisantes, aux emplois précaires, aux temps

partiels non choisis, devraient se contenter d'une pérennisation de la prime défiscalisée suggérée par Macron aux employeurs lors de son discours du Nouvel An : jusqu'à 1 000 euros chaque année, au bon vouloir de l'employeur. Voilà qui ne fait pas grand tort aux grands patrons, car peu de salariés ont touché cette prime, qui s'est limitée dans l'écrasante majorité des cas à quelques centaines d'euros en janvier dernier.

Macron prétend ne plus accepter « aucune fermeture d'école ni d'hôpital jusqu'à la fin du quinquennat ». Mais par contre il ne s'engage pas à revenir sur les dizaines de milliers de suppressions de postes programmées dans les années à venir ! Il ne dit rien sur les classes surchargées, les services d'urgence débordés, les Ehpad où le personnel ne sait plus où donner de la tête... Il y a aussi les attaques à venir sur les retraites. Que ce soit en retardant l'âge légal de départ en retraite ou autrement, elles viseront à réduire le



SERGE D'IGNIZIO

montant des pensions. Sans parler des menaces de suppression de jours fériés, sous prétexte de financer la dépendance.

Alors, face à cette politique spectacle, au mépris

des gouvernants, à la rapacité de la classe des riches, les travailleurs ont toutes les raisons de transformer leur colère en luttes massives.

Viviane Lafont

La fête de Lutte ouvrière

8, 9 et 10 juin à Presles - Val-d'Oise

Notre fête sera un grand rassemblement politique. Tous ceux qu'inquiète la montée des idées réactionnaires pourront échanger des idées dans les nombreux forums, stands politiques, ou simplement à l'occasion d'une rencontre. À l'opposé des idées xénophobes et chauvines dont on abreuve la population ces derniers temps, l'internationalisme sera mis à l'honneur, marqué par la présence de militants d'autres pays.

Ce sera également un temps de détente, l'occasion d'un bon moment en dégustant une spécialité culinaire, en écoutant une conférence ou en assistant à un spectacle. Ce sera aussi le paradis des enfants, qui pourront passer d'un jeu ou d'une animation à l'autre.

Ne manquez pas ce moment de gaieté et de fraternité.

Les cartes d'entrée (12 euros jusqu'au 28 avril) et les bons d'achat (4 euros pour une valeur de 5 euros) sont disponibles :

- auprès de nos camarades,
- par courrier : Lutte ouvrière - BP 20029 - 93501 Pantin Cedex (chèques à l'ordre de Lutte ouvrière),
- sur notre site : fete.lutte-ouvriere.org

Programme, renseignements pratiques, billetterie...

<https://fete.lutte-ouvriere.org>



Les débats au chapiteau Karl Marx

Dans les différents chapiteaux de la fête, des écrivains, des historiens, des essayistes viennent présenter leurs ouvrages pour en discuter avec tous ceux qui le désirent. Parmi ceux-ci :

- **Julien Bordier**, traducteur de l'autobiographie de Rosa Parks
- **Mehdi Charef** pour son livre *Rue des pâquerettes*
- **Jean-Jacques Marie** : l'invention du « judéo-bolchevisme » par les Blancs durant la guerre civile en Russie

- **François Guennoc**, de l'Auberge des migrants, pour son film sur Calais, *Regarde ailleurs*
- **Roger Lenglet** : *Le livre noir de l'amiante*
- **Isabelle Matamoros** : sur la future édition des œuvres complètes de Flora Tristan
- **Alexandra Novosseloff** pour son livre et son exposition de photos à la fête : *Des murs entre les hommes*
- **Marie Treps** : *Maudits mots - la fabrique des insultes racistes*

- **Michèle Audin** : présentation de son livre *Eugène Varlin - ouvrier relieur 1839-1871*
- **Patrick Coupechoux**, journaliste, et **Frank Dro-goul**, psychiatre : *La psychiatrie en crise et victime de la crise*
- **Judith Magre** lira des pages de Flora Tristan
- **Renaud Piarroux**, médecin, auteur de *Choléra Haïti 2010-2018, histoire d'un désastre*

Quoi de neuf chez les scientifiques ?

L'annonce a été faite la semaine dernière : une nouvelle espèce humaine, cousine de la nôtre, a été découverte, grâce aux fossiles trouvés dans une grotte dans une île au nord des Philippines, l'Homo luzonensis, qui y vivait il y a environ 50 000 ans.

Florent Déroit, du Musée d'histoire naturelle, qui dirigeait l'équipe ayant fait cette découverte, viendra à la fête nous en parler, ainsi que d'un autre cousin : l'homme (ou la femme) de Florès.

Il ne sera pas le seul paléontologue présent à la fête : **Michel Brunet**, découvreur de Toumaï, nous

présentera cet ancêtre qui vivait au Tchad il y a 7 millions d'années, et qui est, à ce jour, le plus ancien fossile attribué à notre famille.

Parmi les scientifiques qui viendront nous faire découvrir leurs recherches,

nous pouvons annoncer la présence de :

Étienne Klein, le concept du vide ; **Sylvie Testelin**, les greffes de visage ; **Marc Peschanski** ; les preuves en médecine ; **Vincent Mourre**, la main et la pensée.



Incendie de Notre-Dame : de l'émotion à la récupération politique



L'incendie de la cathédrale Notre-Dame de Paris, lundi 15 avril au soir, a consterné bien au-delà de ceux qui fréquentent les églises. Notre-Dame est une œuvre d'art due au travail collectif de milliers d'artisans du Moyen Âge, allant des architectes aux tailleurs de pierre et aux manœuvres. Durant un siècle, ils ont été des centaines à travailler ensemble sur les mêmes chantiers. Puis l'histoire et Victor Hugo, les promenades et les souvenirs l'ont rendue présente à des millions de gens.

La nuit de l'incendie, plus de 400 pompiers et des secouristes ont tout fait pour sauver le bâtiment, les œuvres qu'il contenait, et se sont préoccupés des conséquences possibles de cet immense incendie sur les immeubles voisins.

Les dirigeants politiques, en revanche, ne se sont consacrés qu'à une seule chose : utiliser cette catastrophe pour leur prestige personnel ou, plus généralement, pour la récupérer

politiquement.

Le soir même, on a pu voir sur les écrans de télévision Macron, accompagné de Hidalgo et du Premier ministre, venir servir leur soupe démagogique sous prétexte de remercier les pompiers : une pensée pour les catholiques, un mot sur l'unité nationale de tous les Français. Et Macron n'a pas raté l'occasion de retrouver son costume de sauveur jupitérien : « *Nous la rebâtissons tous ensemble... C'est*

une part du destin français » a-t-il asséné, pour se montrer à la hauteur du drame.

Le ministre de l'Éducation nationale, Blanquer, s'est aussi rendu sur place pour affirmer : « *Il faut montrer que nous sommes un grand pays, il faut montrer que nous savons nous relever. C'est un sujet éducatif, c'est l'histoire de France, un sujet patrimonial.* » Et ils vont tous se relayer dans les jours à venir pour poursuivre les discours à la gloire du patrimoine national et de la nécessaire unité nationale pour faire face à ce qu'ils baptisent avec emphase une catastrophe nationale. Bref, la nation, qui n'existait pas du temps de la construction de la cathédrale, va être mise à toutes les sauces.

Derrière le lyrisme affiché par ces professionnels du cinéma politique, la réalité est moins glorieuse pour ce qui est de la reconstruction. Le soir même, Macron a annoncé l'ouverture d'une souscription nationale pour celle-ci.

Même si la présidente de la région Île-de-France, Valérie Pécresse, venue aussi se faire voir, a promis 10 millions d'euros de la région, les travaux de rénovation vont reposer essentiellement sur la capacité des particuliers à mettre la main à la poche.

Et ce n'est pas nouveau. Les mêmes qui pleurent aujourd'hui sur la perte due à l'incendie, n'ont pas trouvé hier l'argent nécessaire aux travaux de rénovation de la cathédrale entamés avant l'incendie. L'État n'avait prévu de fournir que quatre des onze millions pour la rénovation de la couverture en plomb de la flèche centrale, alors qu'il y avait urgence, la dernière restauration sur la même partie

datant de 80 ans.

Les sept millions manquants devaient déjà venir de dons. Et rien n'était encore prévu pour restaurer le reste du bâtiment, alors que celui-ci était reconnu en mauvais état par l'architecte des Bâtiments de France, Philippe Villeneuve.

Mais l'État rechignait à réunir les dizaines de millions d'euros indispensables. De même, le chantier n'a visiblement pas

bénéficié des crédits suffisants pour installer les surveillances électroniques, caméras, détecteurs de fumées, etc. pourtant disponibles sur le marché.

C'est sûr, les discours désormais à la mode sur le caractère sacré de Notre-Dame, pour le patrimoine national, au moins ne coûtent rien et peuvent rapporter gros.

Marion Ajar

Pinault et Arnault à Notre-Dame : des dons qui rapportent

À la nouvelle de l'incendie de Notre-Dame, dans un climat d'unanimité nationale, les promesses de dons pour la reconstruction ont fleuri.

Les grandes familles et entreprises capitalistes ont également promis leur obole. Et quelle obole ! Pinault et Arnault, les deux géants du luxe, parlent ensemble de 300 millions d'euros, Total de 100 millions, le Medef affirme que d'autres vont suivre.

Ainsi les capitalistes, à les en croire toujours au bord de la catastrophe, incapables d'augmenter les salaires, voire contraints de licencier, obligés d'aller ne pas payer leurs impôts au Luxembourg, vivant des cadeaux de l'État, peuvent trouver des centaines de millions en un claquement de doigts. Mais ils en trouvent bien plus, et pour de bien moindres causes ! Le seul yacht de Bernard Arnault est estimé à 130 millions d'euros, Pinault s'est offert un hôtel particulier à Paris pour 52 millions.

Et puis ces dons n'en

sont pas vraiment. Aillagon, ex-ministre de la Culture de Chirac et actuel employé culturel de Pinault, a immédiatement demandé que 90 % des souscriptions pour Notre-Dame soient déductibles des impôts, contre 66 % actuellement ce qui diminue singulièrement la générosité patronale. Même si certains déclarent à présent renoncer à cette déduction, l'opération publicitaire sera tout aussi efficace. On pourra lire les noms des généreux donateurs sur les bâches du chantier, dans les reportages des télévisions du monde entier, dans toutes les boutiques des aéroports des cinq continents. Gageons que leurs services comptables ont déjà évalué les retombées de cette campagne publicitaire mondiale.

Paul Galois

Loi anticasseurs : la répression n'étouffe pas la colère sociale

Samedi 13 avril se déroulaient les premières manifestations depuis la promulgation de la loi dite anticasseurs, qui attaque en réalité le droit de manifester. Mais cela n'a pas empêché les manifestants d'être 31 000, dont 5 000 à Paris, selon les chiffres de la police.

Le gouvernement, incapable de mettre fin à cette expression de la colère sociale, a adopté cette loi en urgence. Il espère ainsi, en prenant la posture d'un pouvoir fort et autoritaire, et alors que les lois répressives et les policiers pour les appliquer existaient déjà,

donner satisfaction à une frange de l'électorat réactionnaire. La loi facilite la répression pratiquée par les forces de police dans les manifestations des mois derniers, notamment la fouille des sacs et des véhicules ; elle rend passible d'un an de prison et de 15 000 euros

d'amende la dissimulation même partielle du visage avec une écharpe.

Si le gouvernement comptait avec cette nouvelle loi dissuader les gilets jaunes de manifester, il en a été pour ses frais. Cela a juste donné prétexte aux forces de police pour se sentir plus autorisées encore de s'en prendre aux manifestants.

À Nancy, alors qu'il n'y avait aucun problème, la police a fini par prendre dans une nasse une partie des

manifestants, les libérant au prix d'une contravention de 135 euros !

À Toulouse, qui était pour l'acte XXII la capitale de la mobilisation, la manifestation était encadrée par un énorme dispositif policier. Cela n'a pas empêché 6 000 gilets jaunes de répondre à l'appel national. Au total, 45 personnes ont été interpellées en centre-ville, dont 15 pour dissimulation volontaire du visage, avec 43 placements en garde à vue.

À Paris, la Préfecture de police avait encore interdit tout rassemblement sur les Champs-Élysées. Faisant dans la surenchère, les policiers ont procédé à 9 473 contrôles préventifs et 27 interpellations, alors qu'il n'y avait, selon eux, que 3 500 manifestants.

Mais, même si la répression continue de plus belle, les manifestations continuent elles aussi chaque samedi depuis presque cinq mois maintenant.

Lena Pigalli

Le Pen et l'euro : **démagogie et carriérisme**

À l'occasion du lancement de la campagne européenne du Rassemblement national (RN), les commentateurs ont remarqué un changement de pied de Marine Le Pen quant à l'Union européenne et à sa monnaie unique. Elle ne se prononce plus désormais pour une sortie de l'UE, ni pour un abandon de l'euro, mais simplement pour un aménagement.

Sur le fond constant des préjugés d'extrême droite, contre les immigrés, les « assistés », les syndicalistes, pour la propriété privée, l'ordre, l'armée et la nation, le FN a toujours brodé selon la mode. Il fut ultralibéral lorsque cela semblait porteur, et prétend désormais défendre les services publics. L'extrême droite est

peuplée de catholiques intégristes, mais se dit laïque depuis que ce terme peut signifier antimusulman. L'écologie est la mode ? Va pour l'écologie, repeinte aux couleurs tricolores. Tout, ou presque, est bon pour vendre sa camelote et faire élire ses candidats.

Mais il y a une élection plus sérieuse que les

autres, car elle donne un peu plus que l'illusion du pouvoir : l'élection présidentielle, espoir et raison de vivre de la famille Le Pen. À chaque campagne électorale, et particulièrement lorsqu'ils sont arrivés au second tour, Le Pen père et fille ont subi un tir de barrage des médias, concentré sur un point précis, l'Union européenne. La presse exprimait la volonté du grand patronat : il est hors de question de mettre en danger ce fragile équilibre qui lui est aujourd'hui si profitable. Or, l'arrivée au pouvoir d'un politicien ayant fait campagne sur ce thème, même s'il se reniait immédiatement,

serait en soi un risque de perturbation. L'exemple du Royaume-Uni le montre suffisamment.

Marine Le Pen a donc remballé sa démagogie antieuropéenne, ou plutôt l'a ramenée au même niveau que celle de ses concurrents directs. Comme quoi les politiciens, même de bas étage, savent qui sont les vrais patrons.

Pour le reste, le RN continue de vendre aux classes populaires les mêmes mensonges. Il prétend que les frontières les protégeront. Mais de quoi donc, puisque ceux qui les étranglent, le grand patronat et son État, sont à l'intérieur ? Il dit être

pour l'augmentation du smic, mais à condition que cela ne coûte rien aux patrons, donc aux dépens des caisses sociales, c'est-à-dire des travailleurs. Il affirme que les immigrés sont cause de tous les maux, ce qui, en plus d'être un mensonge éhonté, concourt à diviser et donc à affaiblir le monde du travail.

L'œillade européenne de Le Pen au grand patronat ne concerne que son avenir politicien. Sa propagande de division, sa démagogie raciste sont une menace que le monde du travail doit combattre en permanence.

Paul Galois

Castaner : **passer de l'extrême droite**

Le 5 avril, au sortir d'une réunion avec ses homologues des sept pays les plus puissants du monde, le ministre de l'Intérieur Castaner a déclaré que les ONG qui secourent les migrants en Méditerranée sont complices des passeurs.

De quelles ONG parle-t-il, puisque les gouvernements européens retiennent leurs bateaux dans les ports ? Au moment où Castaner faisait sa déclaration répugnante, un seul navire se trouvait en mer, chargé de quelques dizaines de rescapés, à la recherche d'un port qui veuille bien les laisser descendre à terre. Tous les autres, après avoir été séquestrés, ont finalement pu accoster à Malte. Pire encore, les gouvernements viennent de retirer les quelques bateaux militaires qui pouvaient encore venir en aide aux migrants. Il ne reste que les bateaux de commerce, du moins tant que les armateurs ne

les contraignent pas à se dérouter ou à tourner leurs jumelles d'un autre côté.

Les passeurs sont certes des crapules qui rançonnent les migrants avant de les envoyer en mer sur des coquilles de noix. Mais que dire d'un Castaner, qui revendique le fait de les laisser se noyer ? Il applique au pied de la lettre, injures comprises, la politique de l'Europe fermée aux pauvres, revendiquée par tout ce que le continent compte de politiciens de droite, d'extrême droite, voire de nostalgiques du fascisme. Tous l'ont d'ailleurs immédiatement félicité.

Qui se souvient encore

qu'en 2015 Castaner, tête de liste PS aux élections régionales dans le Sud-Est, s'était désisté en faveur du sarkozyste Estrosi pour, disait-il, faire barrage à

Le Pen ? Aujourd'hui, loin de faire obstacle à la propagande d'extrême droite, Castaner devenu ministre la reprend à son compte, doublant Estrosi sur sa

droite et talonnant Le Pen. La place de premier flic de France se gagne avec la peau des naufragés de Méditerranée.

P.G.



Sauvetage de migrants par l'Aquarius, quand il était encore opérationnel en Méditerranée.

Police : **le racisme comme consigne**

Jacques Toubon, ancien ministre de droite et aujourd'hui Défenseur des droits, a demandé au ministre de l'Intérieur une inspection de tous les commissariats parisiens. Il dénonce que « des ordres et des consignes discriminatoires enjoignant de procéder à des contrôles d'identité de "bandes de Noirs et de Nord-Africains" et des évictions systématiques de "SDF et de Roms" ont été diffusés » depuis de nombreuses années.

Des consignes par mail étaient ainsi envoyées

aux équipes de policiers, du type : « Rappel : pour les effectifs de nuit, rédaction d'une mention avec le nombre de SDF et de Roms évincés, en précisant le lieu pour chaque vacation. »

C'est un lieutenant de police en désaccord avec ces pratiques qui avait alerté le Défenseur des droits dès 2012.

Mais c'est lui, et non les responsables en haut lieu de ces agissements racistes et antipauvres, qui a été mis sur la touche et a subi des représailles.

Christian Bernac

Marseille : **la mort d'une octogénaire algérienne n'intéresse pas le procureur**

La famille de Zineb Redouane, une octogénaire morte le 2 décembre au lendemain d'une manifestation à Marseille, a porté plainte pour violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner.

Elle avait été atteinte au visage par une grenade lacrymogène alors qu'elle fermait les volets de son domicile, au 4^e étage, pour se protéger des gaz lacrymogènes. La mâchoire et plusieurs côtes fracturées, elle est morte sur la table d'opération. Mais pour le procureur de Marseille, Xavier Tabaraux, il n'y aurait aucun lien de cause à effet entre la blessure et le décès, elle serait morte d'un choc

opératoire, avait-il alors déclaré. Puis, après qu'une enquête a été ouverte par le parquet, le procureur a persisté à nier qu'il puisse y avoir une quelconque responsabilité d'un policier, déclarant que les antécédents médicaux de la victime allaient être examinés. Mais, si elle n'avait pas été blessée, pourquoi aurait-elle dû être opérée en urgence ?

Quatre mois après les faits, l'enquête n'ayant pas

avancé, le policier fautif reste toujours inconnu. C'est pourquoi, s'appuyant sur des témoignages, y compris celui de Zineb Redouane qui avait pu dire à une voisine qu'un agent de police l'avait visée, sur le fait que des éclats de grenade avaient été retrouvés chez elle et sur le rapport d'autopsie, la famille a porté plainte.

Estimant qu'à Marseille la vie d'une dame âgée et, qui plus est, étrangère, ne vaut pas pour le procureur la peine d'une enquête, l'avocat a demandé le dépaysement de l'affaire. On comprend ses raisons.

Marianne Lamiral

Saint-Denis: l'école rattrapée par le pourrissement social

Depuis le début de l'année, des incidents plus ou moins graves se multiplient dans les établissements scolaires de Saint-Denis. Le lycée Paul-Éluard est devenu le théâtre de bagarres de bandes rivales des cités de la ville.

La veille des vacances d'hiver, un enseignant a été tabassé aux portes du collège La Courtille. Le 12 mars, jour de la rentrée, une quinzaine d'individus se sont introduits dans le lycée Paul-Éluard, armés de marteaux et de battes pour frapper un élève. Et le 11 avril une enseignante du collège Elsa-Triolet a été menacée avec un pistolet à billes par un élève de 15 ans, extérieur à l'établissement.

Dans les médias, les journalistes évoquent la violence à l'école, mais ces faits sont surtout les révélateurs d'une violence sociale endémique dans les quartiers populaires de Saint-Denis. La dégradation du niveau de vie des classes populaires s'est accompagnée d'une dégradation des services

publics. Ainsi, l'antenne de la Banque de France pour les surendettés a fermé, la poste, le service de la CAF ou celui des impôts sont complètement saturés. La CAF ferme souvent ses portes pour traiter les dossiers en retard.

Avec la fin des contrats aidés et faute de subventions, de nombreuses associations de quartier ont diminué leurs activités ou ont fermé leurs portes. Touchées également par une baisse des subventions, les associations sportives ont dû également réduire leurs activités. Et elles sont indispensables pour recréer le lien entre les jeunes des différents quartiers.

Pire, les services qui s'adressent spécifiquement à la jeunesse connaissent

une pénurie de personnel et de moyens. Il faut aujourd'hui un an d'attente pour une prise en charge dans un centre médico-psychologique. Pour qu'un enfant de trois ans soit pris en charge, après avoir été signalé à l'Aide sociale à l'enfance, il faut attendre parfois deux ans! Dans ces conditions, les assistants sociaux, déjà en sous-effectif, ne savent souvent plus vers qui se tourner. Quant à la santé, c'est aussi le désert. Cette ville jeune de 110 000 habitants n'a qu'un médecin scolaire. Il faut attendre parfois plus d'un an pour avoir un rendez-vous avec un orthophoniste. Tout cela aggrave bien sûr l'échec scolaire et le sentiment d'exclusion d'une partie de la jeunesse.

À cela s'ajoute le chômage, qui touche de plein fouet les jeunes les moins diplômés. Et il n'est pas étonnant que, dans ces conditions, le commerce de la



drogue y soit florissant: en quelques années, le nombre de points de deal s'est multiplié dans la ville, avec pour corollaire la présence d'armes en tout genre et l'aggravation de la violence.

Alors, l'école que d'aucuns voudraient «sanctuariser», devient la caisse de résonance de cette dégradation sociale. Il est évident que le problème dépasse largement celui des moyens alloués à l'éducation. Mais ce service public, comme les autres, subit aussi depuis plusieurs années des suppressions de postes. Depuis

2012, au collège Elsa-Triolet par exemple, les effectifs ont augmenté de 100 élèves alors que les heures d'enseignement ont diminué de 10%. Et la loi Blanquer prévoit encore de supprimer des postes.

Parents d'élèves et enseignants mesurent bien qu'il faut se battre à un tout autre niveau que celui de l'école: c'est pourquoi l'idée d'un plan d'urgence pour la Seine-Saint-Denis est de plus en plus reprise dans les manifestations.

Aline Urbain

Pécresse et ses quinze agents

La présidente LR de la région Île-de-France, Valérie Pécresse, a dépêché depuis le 8 avril ses propres équipes mobiles de sécurité, pour enrayer la violence sociale vécue par les élèves et le personnel dans certains lycées et collèges.

Elle a revendiqué sa volonté de «mettre un coup d'arrêt à un bordel organisé», voire de «rétablir l'ordre»... en embauchant quinze agents! Pour régler les problèmes dans les huit départements de la région, pour environ

1,1 million de lycéens et collégiens, cela fait peu, même venant en renfort des quelques autres embauchés par les rectorats. Mais Pécresse a pu ainsi faire parler d'elle dans les médias, et c'était bien son but.

Pour ce qui est de lutter véritablement contre les violences scolaires et leurs causes, Pécresse n'a-t-elle pas, comme ses collègues LR, LREM ou PS, accepté sans broncher d'année en année les milliers de suppressions d'emplois d'adultes, enseignants, personnels de santé, de vie scolaire, d'entretien dans l'Éducation nationale?

V. L.

Formation professionnelle: un prétexte et un pactole

Si Macron avait lancé, plein de mépris, «*Je vous trouve du travail en traversant la rue*», les patrons, eux, se plaignent de ne pas trouver de main-d'œuvre qualifiée immédiatement disponible. Comme leurs désirs sont des ordres, le gouvernement a lancé un énième plan de formation, dit Plan investissement compétences.

Avec ce plan, le gouvernement prétend former un million de jeunes sans qualification ou chômeurs de longue durée d'ici la fin du quinquennat. La ministre du Travail Muriel Pénicaud a fait la tournée du pays pour signer un pacte avec chaque région, dont une part importante du budget est déjà consacrée à la formation professionnelle. L'État ajoutera 6,5 milliards d'euros aux 4,2 milliards d'euros déjà dépensés chaque année

par l'ensemble des régions pour la formation.

Prétendre former les chômeurs pour supprimer le chômage est une vieille rengaine de tous les gouvernements depuis les années 1970 et l'installation durable du chômage de masse. Cela permet de faire oublier que les capitalistes sont les premiers responsables des licenciements. Cela permet de faire financer par la collectivité la formation des salariés aux nouvelles

technologies. Cela offre un fromage bien crémeux à une multitude d'organismes privés de formation.

Les patrons veulent que les formations soient les plus proches possible de leurs besoins immédiats. À leurs yeux, un CAP de magasinier-vendeur, un bac pro technicien du bâtiment ou une qualification d'usineur sur commande numérique délivrée par l'Afpa sont des diplômes trop généraux. Ils veulent pouvoir employer immédiatement des travailleurs sur la machine, sans perdre ne serait-ce qu'une semaine à les former à leurs frais. Prêts à licencier des travailleurs qualifiés à la moindre baisse de commandes, ils voudraient en

retrouver en claquant des doigts.

C'est le but affiché du nouveau plan gouvernemental. Il prévoit de multiplier les formations pour les adapter aux offres locales d'emplois, ou de réaliser des formations en situation de travail, autrement dit directement dans l'entreprise. Ainsi la région Centre-Val de Loire a financé entièrement la formation de conducteurs de machine de verrerie chez Duralex, sans même imposer que tous les stagiaires soient embauchés à la fin. C'est la généralisation de méthodes pratiquées régulièrement par la grande distribution: sous prétexte de formation, des chômeurs sont employés pendant cinq

ou six semaines par Leclerc ou Intermarché, tout en étant payés par Pôle emploi.

Pour accroître encore la souplesse, les formations pourront être dispensées par des organismes privés ayant reçu une habilitation de service public! Les employeurs auront ainsi recours à des organismes de formation maison, qui se feront payer pour former les travailleurs à leurs postes de travail.

Avec ce plan, le chômage ne reculera pas, mais les patrons feront payer par l'État une part supplémentaire de leurs frais de production, tandis que le marché de la formation professionnelle s'agrandira.

Xavier Lachau

Monsanto condamné : l'empoisonnement continue



Jeudi 11 avril, la cour d'appel de Lyon a condamné Monsanto, filiale de Bayer, pour la commercialisation de produits défectueux, considérant que l'herbicide Lasso, interdit en France depuis 2007, est responsable de l'intoxication d'un agriculteur de Charente souffrant de graves troubles neurologiques et immunitaires.

Deux semaines auparavant, la firme a été condamnée par un tribunal californien à verser 70 millions d'euros à un homme qui avait contracté un cancer à cause du Roundup, herbicide dont la substance active, le glyphosate, est reconnue cancérigène probable depuis 2015, mais dont les dangers sont avérés depuis 40 ans. D'un côté comme de l'autre de l'Atlantique, ces condamnations sont un encouragement pour toutes les victimes, dont 11000 entreprennent des démarches aux États-Unis contre Monsanto. Mais, pour en finir avec ce produit nocif, il faudra encore bien d'autres combats.

Pour ce qui est des actions en justice, la multinationale met les moyens pour

faire traîner en longueur les procès. Batterie d'avocats et experts à l'appui, elle n'a aucun scrupule à chercher à démontrer que les herbicides à base de glyphosate sont sûrs et non cancérigènes ou que l'agriculteur empoisonné, Paul François, n'aurait que de simples manifestations anxieuses. Monsanto a même réussi à faire repousser la conclusion sur les indemnités à un procès prochain, alors que la somme sollicitée (un million d'euros), semble bien ridicule au regard des bénéfices de la société. L'avocat du céréalier charentais dénonce à juste titre le harcèlement judiciaire que mène Monsanto. Paul François en est à sa troisième victoire judiciaire : 2012, 2015 et 2019.

À chaque fois, Monsanto a fait appel ou s'est pourvu en cassation. Et de toute façon cette multinationale, comme tant d'autres, prévoit un budget de plusieurs centaines de millions pour payer les procès qu'elle sait devoir perdre.

La puissance de ce mastodonte de la chimie va encore au-delà des moyens d'influencer les juges, de trouver des relais dans l'État ou la justice. L'an dernier, l'affaire dite des Monsanto Papers a révélé les pratiques de l'entreprise depuis 30 ans pour contrer les informations dénonçant la toxicité du glyphosate. Elle paye grassement des scientifiques, des journalistes, des personnalités en tout genre pour défendre ses intérêts, ou même pour publier des articles prétendument scientifiques niant la dangerosité du produit.

Pour combattre l'utilisation de ce pesticide et les dégâts qu'il produit, ces recours à la justice d'État ne peuvent évidemment suffire. Un combat bien plus général est nécessaire. Il faudra imposer que la population puisse avoir son mot à dire et puisse exercer un véritable contrôle sur les modes de production, de façon à prendre en compte le problème de la santé publique et de l'environnement. Autrement dit, en finir avec le mode de production capitaliste.

Léna Pigalli

Retard de l'EPR : fleuron de l'incompétence

Après une série de retards à propos de sa cuve, de son couvercle, de diverses soudures, le réacteur nucléaire EPR, en construction à Flamanville dans la Manche, connaît de nouveaux déboires concernant en particulier huit soudures sur des tuyauteries.

Elles sont situées dans le mur séparant la partie réacteur de l'extérieur, avec les générateurs électriques. Et elles sont d'accès très difficile, voire impossible.

Or l'ASN, l'Autorité de sûreté nucléaire, refuse de les homologuer, car elles ne sont pas conformes. Et quand on connaît le déroulement tel que le décrit l'ASN dans un épais rapport, les choses sont sidérantes.

Ces soudures ont été réalisées, en usine, par un sous-traitant de Framatome

entre 2012 et 2014, il y a donc cinq ans. À ce moment-là, tel que l'écrit l'ASN, « les exigences [concernant la qualité du métal des soudures] n'ont pas été transmises à son sous-traitant », et « cet écart n'a pas été détecté par la surveillance d'EDF ». « Les écarts auraient pu être évités dès la qualification du mode opératoire... Les opérations de fabrication se sont néanmoins poursuivies. » Et l'ASN dénonce « une défaillance de la surveillance de l'exploitant. » Les écarts au sujet des métaux par rapport aux

normes « ont été détectés, a posteriori, par Framatome et EDF en 2016 », et transmis à l'ASN bien plus tard.

Cela fait donc des années que les directions de Framatome et d'EDF connaissent le problème, qu'elles ont quand même introduit ces soudures fautives dans la structure du réacteur, provoquant un risque et un retard supplémentaires.

L'EPR est présenté comme un fleuron de la technologie, destiné à épater les pays désireux de s'équiper dans le nucléaire. Seulement Framatome et EDF ont décidé de faire vite, en brûlant les étapes. Et le résultat est une série de désastres.

André Victor

Grenoble : la mairie envoie la police contre des sans-abri

Mercredi 10 avril, la mairie a fait évacuer par la police les locaux de l'ancien siège du Crédit agricole, acquis par la ville de Grenoble.

Une vingtaine de personnes sans abri s'y étaient installées la veille, avec l'aide de militants de l'association Droit au logement (DAL). Cette expulsion a été violente, et dans l'opération un policier a même aspergé de gaz une dame âgée et une fillette.

Outre la violence policière, les militants du DAL dénoncent l'hypocrisie de la mairie, dirigée par Europe écologie-Les Verts et le Front de gauche. Alors même qu'elle négociait des solutions d'hébergement, elle a fait appel à la police.

À Grenoble comme ailleurs, de nombreuses personnes se retrouvent à la rue. Les promoteurs construisent des logements dont les prix sont inaccessibles pour la population pauvre, et les habitations à loyer vraiment modéré sont en nombre largement insuffisant.

Aujourd'hui, la mairie se plaint que le DAL ait, comme elle dit, politisé l'affaire en la rendant publique. Mais ce qui est inadmissible, c'est qu'elle puisse chasser d'un local inoccupé qui lui appartient celles et ceux qui espéraient y trouver un abri pour quelque temps, alors même que ne leur est proposé aucun relogement durable.

D.M.



FLORENT MATHIEU/PLACE GRENET

EDF : nationalisation des pertes, privatisation des profits

La presse a révélé un projet baptisé Hercule concernant les projets de réorganisation et de découpage d'EDF, dont l'État détient encore plus de 80 %.

Si le projet ne doit être officiellement présenté que fin mai, ses grandes lignes prévoient la séparation d'EDF en deux entités. L'une serait essentiellement chargée de la filière nucléaire. Cette filière est endettée et nécessite de lourds investissements. Elle redeviendrait donc entièrement publique, car elle n'intéresse pas les capitaux privés.

L'autre branche, le reste d'EDF, comprendrait la fourniture d'électricité aux particuliers, la distribution, les services, les énergies renouvelables, susceptibles de rapporter du profit

immédiat et donc d'attirer les capitaux privés.

Si la privatisation de certaines filiales d'EDF a déjà eu lieu, comme celle du réseau de transport d'électricité (RTE) privatisé à 49,9%, le gouvernement veut aller plus loin afin de satisfaire les appétits des capitalistes et des affairistes.

Le gouvernement et la direction d'EDF se gardent bien d'en informer les salariés et le public, mais il n'y a pas besoin de sortir de Polytechnique pour connaître leurs objectifs : nationaliser les pertes, privatiser les profits.

C.B.

Algérie : la pression populaire accentue la crise du régime

Ravaler la façade du régime avec des anciens du clan Bouteflika, organiser des élections présidentielles le 4 juillet, voilà la transition démocratique du chef d'état-major Gaïd Salah, que tente d'imposer Bédoui, le Premier ministre. Le bras de fer entre le régime et peuple algérien continue. Celui-ci a massivement rejeté ce qui est vécu comme une nouvelle manœuvre.

La contestation s'est amplifiée durant toute la dernière semaine. Mercredi 10 avril, à l'appel de l'intersyndicale de la fonction publique, les agents des différentes administrations, hospitaliers, enseignants, ont manifesté contre Bensalah, qui assure la présidence par intérim, et aussi pour dénoncer l'usage des canons à eau et à son, ainsi que les lacrymogènes utilisés la veille contre les étudiants.

Le jeudi 11 avril, répondant à l'appel à la grève des syndicats autonomes, des cortèges de travailleurs d'entreprises publiques ont sillonné les villes du pays. Ils étaient par exemple des centaines à Boumerdès et des milliers à Bejaïa. Pour éviter les infiltrations de policiers en civil ou de voyous manipulés, les travailleurs sont de plus en plus organisés dans des cortèges d'entreprise.

Vendredi 12 avril, des millions de personnes ont crié « Bensalah, Belaïz, Bédoui, dégagez tous! Pouvoir au peuple! » Gaïd Salah était aussi dénoncé : « Gaïd Salah, le peuple n'est pas dupe, on

a dit : vous dégagerez tous! » ou, s'adressant aux policiers : « Pacifique, pacifique, policier enlève ta casquette et rejoins-nous! »

Durant sept semaines, des manifestations toujours plus nombreuses se sont déroulées pacifiquement sans aucune intervention policière. Vendredi 12, il en a été ainsi dans toutes les villes du pays, sauf à Alger où la police, usant de canons à eau et de lacrymogènes, a bloqué un point précis de la manifestation : le tunnel des facultés, baptisé par les manifestants le « tunnel du hirak ». Par ailleurs, les policiers ont procédé à des arrestations de manifestants ou de militants, qui ont tous été relâchés au bout de quelques heures. Cette attitude du pouvoir tranche avec celle des semaines précédentes. Bédoui veut à tout prix imposer sa transition démocratique et tente de reprendre le terrain perdu. En provoquant les manifestants, il veut tout à la fois décourager les nombreuses familles présentes et sans doute reprendre en main une police qui semble

perméable au mouvement populaire.

Les manifestants ne veulent pas céder aux provocations policières, ils tiennent au caractère pacifique du mouvement. S'organiser, se coordonner, mettre en place des vigiles, ne pas céder aux provocations, c'est ce qu'ont décidé de faire les jeunes des quartiers populaires d'Alger ainsi que les étudiants lors de leurs assemblées générales des différents campus du pays. Mardi 16 avril, ces derniers étaient de nouveau dans la rue dans tout le pays et des milliers à Alger devant la Grande Poste. Les policiers présents en masse ont cédé le terrain.

Le nouveau gouvernement et l'élection présidentielle prévue le 4 juillet sont totalement contestés. Les magistrats et les maires refusent de s'impliquer dans son organisation. Chaque sortie de ministre en province donne lieu à des protestations de la part de la population. À Alger, le ministre des Travaux publics a dû rebrousser chemin. D'autres ont été chassés par la population à Bechar. Le ministre de l'Énergie était, lui, attendu à l'aéroport de Tebessa. Complètement rejetés, ils sont contraints de se cacher et ne peuvent plus sortir de leurs bureaux.

Dans ce contexte de crise politique, Belaïz, le président



du Conseil constitutionnel, vient d'annoncer sa démission. La crise politique s'accroît. Les manifestants, méfiants après toutes ces manœuvres, refusent une transition qui vienne d'en haut. Dans ces conditions, les élections présidentielles auront-elle lieu?

En tout cas, des appels à la grève sont relayés sur les réseaux sociaux et par les syndicats autonomes.

Une manifestation était prévue mercredi 17 avril, contre le secrétaire de l'UGTA, Sidi Saïd, qui vient d'annoncer lors d'un congrès qu'il

ne se représentera pas à la tête du syndicat. C'est insuffisant, disent les travailleurs, « il va placer des hommes comme lui ». Ils veulent que le syndicat leur appartienne : « On en a marre de la politique de cooptation et de désignation des représentants des travailleurs par en haut. » Les manifestations du vendredi 19 avril s'annonçaient importantes et devant constituer une nouvelle étape pour ce mouvement qui conteste tout le système politique et ne veut pas se contenter de promesses et de faux-fuyants.

Leïla Wahda

Yémen : les armes françaises tuent

La presse vient de publier une note de la Direction du renseignement militaire remise à l'Élysée en octobre 2018, qui détaille l'utilisation des armes vendues par la France dans le conflit au Yémen.

Entre les canons Caesar qui bombardent les zones frontalières, les chars Leclerc qui ont dévasté le port d'al-Hodeïda, les hélicoptères

Cougar qui transportent les troupes saoudiennes, les Mirage 2000 et les navires de guerre de fabrication française qui participent au

blocus des ports mené par la coalition autour de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis, les affaires sont florissantes pour les Dassault, Nexter ou encore Thales.

La guerre ravage depuis plus de quatre ans le Yémen. Ses 28 millions d'habitants, en proie aux exactions des

milices tribales, des rebelles houthistes soutenus par l'Iran ou des troupes gouvernementales protégées par les États-Unis, vivent sous la menace des bombardements quotidiens d'une guerre qui a déjà provoqué la mort de 68 000 personnes, d'après l'ONU.

La coalition autour de Ryad et d'Abou Dhabi, soutenue par la France et les États-Unis, mène une campagne de bombardements systématiques visant les fermes, les marchés, les silos à grain, les réservoirs d'eau. Même une ambulance de Médecins sans frontières ou encore un centre de traitement du choléra ont été touchés par des missiles de la coalition. Au milieu des villes en ruine, l'épidémie de choléra continue de sévir, dans un pays où 16 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable et où la famine menace 8 millions d'habitants.

Mais les fournitures d'armes françaises continuent. La décision d'honorer

les contrats aurait été prise au plus haut sommet de l'État français, sous Hollande comme sous Macron. Malgré la parution du rapport dans la presse, les autorités françaises continuent de nier ce qui n'est même plus un secret de polichinelle. Après la ministre des Armées en janvier, c'est Matignon lundi 15 avril qui prétendait encore dans un communiqué que les armes françaises sur place n'avaient qu'un usage défensif, et que « les autorités françaises n'avaient pas connaissance de victimes civiles liées à leur utilisation ».

Toute honte bue, les dirigeants français continuent ainsi à jouer la même comédie cynique qui ne masque plus leur complicité dans les crimes de masse qui se déroulent au Yémen. Puisque cela rapporte des profits aux industriels de l'armement dont ils défendent les intérêts, ils sont prêts à justifier les pires abominations.

Gilles Boti



Des ONG ont projeté leur protestation sur l'Assemblée nationale.

Soudan : la chute du dictateur, mais pas des militaires

Après quatre mois de manifestations dans tout le pays, et au prix de centaines de morts, la population soudanaise a eu raison du dictateur Omar al-Bachir. Il a été limogé et arrêté par les chefs de l'armée jeudi 11 avril. Mais les manifestants ne se sont pas démobilisés pour autant, et ont pu ainsi déjouer les premières manœuvres des militaires qui voulaient leur imposer un simple ravalement de façade.

Une mobilisation de masse

La révolte a commencé le 19 décembre, à l'annonce du triplement du prix du pain. Dans un pays où l'inflation réelle atteint les 120 % par an, où le manque de liquidités empêche les salariés de toucher vraiment leur paye et où les boutiques sont vides, cette mesure a fait déborder le vase. Le mouvement, sur lequel s'est aussitôt abattue une répression violente, a rapidement pris une tournure politique, exigeant le départ du dictateur Omar al-Bachir. Celui-ci était arrivé au pouvoir en 1989, à la faveur d'un coup d'état militaire mené avec le soutien des Frères musulmans. Malgré l'état d'urgence, les exécutions et l'emprisonnement de centaines de manifestants, les manifestations ont continué après le 19 décembre, non seulement dans les grandes villes que sont Khartoum, Omdurman ou Port-Soudan, mais même dans des régions plus reculées de ce pays de 41 millions d'habitants. Les femmes y ont été nombreuses, symbole de la profondeur du mouvement dans un pays dont la législation est fondée sur la loi

islamique.

Commencée par une explosion de colère spontanée à la sortie d'un match de football à Omdurman, la ville d'un million d'habitants située sur le Nil en face de la capitale Khartoum, la mobilisation s'est rapidement structurée, et c'est l'Association des professionnels soudanais qui s'est hissée à sa tête. C'est elle qui lance les mots d'ordre et est en lien avec les militants dans les quartiers. Cette association est née après la répression des émeutes contre la vie chère qui avaient éclaté en 2013, suite à l'arrêt des subventions aux carburants ayant entraîné du jour au lendemain le doublement des prix à la pompe. Huit associations professionnelles se sont alors regroupées, médecins, avocats, journalistes, pharmaciens, professeurs de l'université de Khartoum, des catégories sociales longtemps plus épargnées par le régime que les simples travailleurs mais elles aussi victimes de la catastrophe économique. Après avoir longtemps existé dans la clandestinité ou à l'étranger, cette Association des professionnels soudanais est apparue au grand jour en décembre 2018. À son

initiative, tous les partis politiques soudanais ont signé avec elle en janvier 2019 la « déclaration de la liberté et du changement », du Parti communiste soudanais au parti islamique Oumma, et y compris des groupes armés en guerre contre l'État central dans plusieurs régions. Cette déclaration, outre le départ d'Omar al-Bachir, réclamait « la transition du régime totalitaire vers un système pluraliste dans lequel le peuple choisit ses représentants ».

L'état-major écarte al-Bachir

Depuis samedi 6 avril, la mobilisation a franchi un nouveau cap, avec le rassemblement de milliers de manifestants autour du centre de commandement de l'armée à Khartoum. Les ordres du pouvoir demandant à l'armée de disperser la manifestation sont restés sans effet et, dans les jours qui suivirent, on a vu des soldats, de jeunes officiers et des policiers passer du côté des manifestants, et parfois s'opposer aux forces spéciales des services de renseignement, les redoutés NISS, principaux acteurs de la répression ces quatre derniers mois.

Devant l'impossibilité d'endiguer le mouvement, les dirigeants de l'armée tentèrent alors de sauvegarder leur pouvoir au prix d'une révolution de palais. Le 11 avril, tandis que les blindés des forces de sécurité quadrillaient la capitale, un



MAHAMED SUBAHI

communiqué de l'état-major annonçait la destitution et l'arrestation d'Omar al-Bachir et la prise en main du pouvoir pour deux ans par un Conseil militaire de transition dirigé par le ministre de la Défense, le général Ibn Aouf. Celui-ci, l'un des principaux artisans de la répression qui fit plusieurs centaines de milliers de morts dans la province du Darfour, entendait bien ne rien changer. Il annonça la reconduction de l'état d'urgence, l'instauration d'un couvre-feu. Il laissait aussi en place le chef des services de renseignement, Salah Abdullah Gosh, honni de la population.

Cette manœuvre ne trompa pas les manifestants, qui restèrent mobilisés. Dans la nuit du 11 au 12 avril, des dizaines de milliers d'entre eux défièrent le couvre-feu en défilant dans les rues de Khartoum. Ils obtinrent en 24 heures le départ d'Ibn Aouf et son remplacement par un autre général, moins

compromis aux yeux de la population, Fattah al-Burham. Celui-ci adopta d'emblée un ton différent, promettant la libération immédiate des prisonniers de ces derniers jours, limogeant Gosh et engageant des discussions avec l'Association des professionnels soudanais et les partis politiques. Il leur demande aujourd'hui de proposer un Premier ministre civil qui formerait un gouvernement. Mais le Conseil militaire de transition resterait bel et bien en place, et de fait c'est lui qui exercerait le pouvoir réel. Il compte dans ses rangs les principaux chefs de l'armée, de la police et celui de la redoutable milice Janjawid qui avait semé la mort en 2003 au Darfour. Rebaptisée Force de soutien rapide, elle compte 20 000 hommes connus pour leur brutalité et bien équipés, et représente une menace mortelle pour le mouvement.

L'épreuve de force continue

Aujourd'hui, les manifestants sont toujours là. Ils ont résisté à la répression, et la persistance de cette mobilisation est leur meilleure garantie pour l'avenir, car les chefs militaires ne sont certainement pas prêts à lâcher le pouvoir facilement. De multiples options s'offrent à eux pour le conserver, allant de la répression brutale et immédiate à une mise en retrait momentanée derrière un gouvernement civil, qui leur permettrait de garder le contrôle de l'appareil d'État et de forces de répression prêtes à mitrailler la population le moment venu.

Pour les travailleurs et les couches pauvres de la population, qui forment l'immense majorité des manifestants, se pose aujourd'hui le problème de mettre en place leur propre organisation, s'ils ne veulent pas que la transition démocratique annoncée ne se limite à remplacer quelques têtes, sans rien changer à la situation des exploités.

Daniel Mescla



AHMED MUSTAPHA GETTY IMAGES

Allemagne : contre "la folie des loyers"

Depuis au moins un an, des habitants manifestent pour protester contre la hausse vertigineuse des loyers dans les grandes villes. Le 6 avril, ils étaient des dizaines de milliers à Berlin ainsi que dans différentes villes du pays.

La peur de ne plus réussir à payer son loyer, d'être chassé de son appartement et de ne trouver à se loger que plus mal et loin des centres-villes ne concerne plus seulement les catégories modestes, retraités, mères isolées, mais gagne aussi la partie de la population qui gagne correctement sa vie.

En Allemagne, où les locataires sont plus nombreux que les propriétaires, les logements sociaux sont par ailleurs assez peu répandus, et les loyers étaient traditionnellement plus modérés qu'en France. Cette situation change depuis une dizaine d'années.

Pendant des décennies, l'État ne fit quasiment pas construire de logements dits sociaux. Il privatisa

nombre de sociétés publiques de construction de logements. Et pour alléger un peu le poids de leurs dettes, nombre de municipalités cédèrent pour une bouchée de pain leurs parcs de logements à de grandes sociétés immobilières. C'est ainsi que Vonovia, Deutsche Wohnen et autres se sont constituées et possèdent chacune, aujourd'hui, des centaines de milliers de logements.

Berlin était, jusqu'à il y a une quinzaine d'années, une ville assez bon marché. Les autorités de la capitale, coalition de « gauche » (sociaux-démocrates du SPD et Die Linke, gauche dite radicale) ont alors bradé à des sociétés immobilières des dizaines de milliers d'appartements pour des

sommes ridicules, de l'ordre de 7000 euros par appartement ! Le prétexte était de désendetter la municipalité. Les appartements, vendus et revendus encore, ont offert de savoureux profits à quelques gros requins. Aujourd'hui, en réaction aux protestations qui se développent, le gouvernement SPD-Die Linke-Verts commence à racheter à prix d'or ces mêmes appartements qu'il leur avait pratiquement offerts hier. Une bonne affaire pour certains... qui coûtera des milliards aux Berlinoises. Ceux-ci payent déjà en moyenne deux fois plus cher pour se loger qu'il y a dix ans.

Ainsi les fameuses casernes locatives berlinoises, construites à la fin du 19^e siècle pour loger en masse les classes populaires, sont devenues des objets de spéculation immobilière. Le manque de logements, des travaux de rénovation souvent inadéquats font



également exploser les prix, et la population travailleuse est poussée dehors.

C'est ainsi qu'a grandi le mouvement de contestation qui réclame l'« expropriation » (avec indemnisation) des sociétés propriétaires de plus de 3000 logements et leur « socialisation ». Un référendum proposé par des collectifs de locataires pour demander l'expropriation des grandes sociétés immobilières privées obtiendra sans doute une

majorité, mais il est certain que pour mettre fin aux agissements néfastes des requins de l'immobilier, il faudra plus qu'un tel vote. Reste que, d'ores et déjà, les revendications d'expropriation donnent lieu à nombre de discussions sur cette organisation sociale dans laquelle le profit d'une infime minorité passe avant la satisfaction des besoins élémentaires de la majorité.

Alice Morgen

Naufrage de l'Estonia : 852 morts, pas de responsable ?

Dans la nuit du 27 au 28 septembre 1994 le ferry *Estonia* coulait en mer Baltique. Sur 989 passagers et membres d'équipage, 852 ont péri noyés ou transis dans des canots battus par les vagues. Vingt-cinq ans après, les survivants et les familles tentent de connaître la vérité.

Ils ont porté plainte contre le chantier naval allemand Meyer Werft, constructeur de l'*Estonia*, et la société française Veritas, qui l'avait inspecté et avait fourni les certificats de navigation. Cette affaire a été jugée devant le tribunal de Nanterre entre le 11 et le 15 avril.

Les circonstances du naufrage sont connues depuis le premier jour et liées au type même du navire : les véhicules entraient et sortaient du ferry *Estonia* par

des portes situées en poupe, comme sur tous les ferries, et en proue, partie du navire beaucoup plus exposée. Dans la tempête, ce sont les ferrures de cette porte avant qui ont cédé, laissant entrer des centaines de tonnes d'eau dans les soutes. L'eau a déséquilibré le navire, qui a pris une forte gîte, a embarqué encore plus d'eau et a coulé à pic en quelques minutes. D'après un survivant, la plupart des passagers n'ont même pas eu le temps de sortir de leur cabine.

Des accidents de ce type avaient déjà eu lieu. En 1987, le *Herald of Free Enterprise* avait coulé devant Zeebrugge, tuant 187 passagers, parce qu'il était parti avant d'avoir complètement fermé ses portes avant. D'autres navires du même type avaient fait eau, à plusieurs reprises, par la porte avant. Cette faiblesse était tellement manifeste que, au lendemain du naufrage de l'*Estonia*, les armateurs de la Baltique faisaient souder les portes avant de leurs ferries...

La Suède, la Finlande et l'Estonie nommèrent une commission d'enquête. Elle ferma le dossier en 1995, déclarant que le naufrage était dû à une fortune de mer imprévisible dont nul ne



L'*Estonia* avant son naufrage, poupe relevée.

pouvait être tenu pour responsable... puisque le navire avait ses certificats de navigabilité. La commission refusa toute opération de renflouement de l'épave aux fins d'analyse et interdit même toute plongée sur le site.

Dans les années 1990 le trafic maritime était en plein essor en Baltique. Les pays riverains, jusque-là sous domination russe, réintégraient le marché mondial et le trafic allait doubler en quelques années. Il s'agissait donc de ne pas tuer la poule aux œufs d'or et de laisser les armateurs, chantiers navals, certificateurs, commerçants, etc., à leurs affaires. C'est ce que fit la commission d'enquête de la Baltique. C'est ce que refusent les familles en accusant le constructeur et le certificateur d'avoir laissé naviguer un bateau dangereux.

On verra de quel côté se range le tribunal de Nanterre, lorsqu'il rendra son jugement, le 19 juillet.

Paul Galois

Pologne : les enseignants en grève

Depuis lundi 8 avril, plus de 500 000 enseignants polonais du primaire et du secondaire se sont mis en grève illimitée, perturbant voire fermant 74 % des établissements scolaires du pays.

Ils sont en grève principalement pour demander une augmentation de salaire de 30 %. En effet, un enseignant polonais gagne, au bout de vingt ans d'ancienneté, 2 800 zlotys, soit environ 650 euros, alors que le salaire moyen en

Pologne est de 3 500 zlotys (875 euros). Selon une étude de l'OCDE qui compare les salaires des enseignants européens en parité de pouvoir d'achat, les enseignants polonais seraient parmi les plus mal payés d'Europe.

Ils ont donc déclenché

cette grève, après des négociations où le gouvernement leur a proposé une augmentation de 15 % des salaires, mais en augmentant le temps de travail, ce que bien évidemment ils refusent. Au cours de ces dernières années, le milieu enseignant a déjà été attaqué avec la refonte du système scolaire, qui a amené une multitude de suppressions de postes. Et il subit aussi la

mise aux normes traditionalistes et nationalistes de tous les enseignements.

La grève des enseignants est la plus forte grève qu'a connue la Pologne depuis des années. C'est réjouissant de voir que le gouvernement ultraréactionnaire polonais, qui avance au bulldozer dans bien des domaines, est cette fois-ci bloqué.

Nelly Meyer

Avril-mai 1919 : Commune de Bavière, la crise de la direction révolutionnaire

Le 13 avril 1919 à Munich, la République des conseils de Bavière était proclamée. En quelques jours, une armée rouge de 12 000 membres fut constituée, tandis que des démonstrations de force du prolétariat, des manifestations massives et des grèves confirmaient l'adhésion et la volonté des travailleurs de prendre en main l'organisation de la société.

Cependant, cette République des conseils était isolée, son autorité ne s'exerçant pas au-delà de la capitale, Munich. À peine née, la Commune de Bavière se trouvait confrontée au manque de vivres et de charbon. La réaction, alliée au Parti social-démocrate, contrôlait les territoires tout autour de la capitale. Elle eut pour stratégie d'affamer la ville, avant d'y envoyer, début mai, 30 000 soldats des corps francs. Ils allaient se heurter à la résistance désespérée des ouvriers, faisant 600 morts.

Cette Commune de Bavière, qui dura trois semaines, ne fut qu'une des tentatives du prolétariat d'Allemagne pour s'emparer du pouvoir qui s'échelonnèrent tout au long de la période révolutionnaire de 1918 à 1923. La révolution allemande avait commencé quelques mois plus tôt, en novembre 1918, à la suite de la défaite de l'Empire face

aux armées alliées. Le pouvoir de la bourgeoisie allemande avait vacillé, mais elle avait trouvé un allié pour le garder, avec le Parti social-démocrate majoritaire. Ce dernier avait déjà trahi les travailleurs lors du déclenchement de la guerre en 1914, en soutenant la bourgeoisie. Puis, il s'était fracturé, donnant naissance au SPD d'une part, au Parti socialiste indépendant, l'USPD, d'autre part, qui dénonçait la guerre d'un point de vue pacifiste, mais dont une grande partie n'allait pas soutenir la Révolution russe d'octobre 1917. Le Parti communiste, le KPD, ne fut formé qu'à la fin du mois de décembre 1918, en pleine révolution, et alors que ses dirigeants, notamment Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, venaient à peine d'être libérés de prison avec la fin de la guerre.

En janvier 1919, les ouvriers de Berlin s'étaient lancés dans une

insurrection prématurée. Les sociaux-démocrates au pouvoir avaient dirigé la répression. Noske, ministre de la guerre social-démocrate, s'était donné pour tâche d'être le « chien sanglant » qui allait mater la révolution. Les corps-francs créés à partir d'éléments de ce qui restait de l'armée se déchaînèrent contre les ouvriers berlinois.

Jusqu'en 1923, les épisodes révolutionnaires allaient se succéder, montrant la volonté de lutte de la classe ouvrière et parallèlement l'incapacité de la bourgeoisie à stabiliser la situation économique et politique. À Düsseldorf, à Brême, puis de nouveau à Berlin, avant Munich, les insurrections éclatèrent sans coordination et les corps-francs purent les écraser les uns après les autres. Léon Trotsky décrit en 1918 cette « révolution qui traîne en longueur » dans les termes suivants : « En l'absence d'un parti révolutionnaire centralisé, avec à sa tête une direction de combat dont l'autorité soit universellement acceptée par

les masses, en l'absence de noyaux dirigeants et de dirigeants individuels éprouvés dans l'action et ayant acquis une expérience dans les divers centres et régions du mouvement prolétarien, ce mouvement lorsqu'il a fait irruption dans la rue est nécessairement devenu intermittent, chaotique et se traîne en longueur. Ces grèves qui surgissent, ces insurrections et ces combats de rue, constituent à l'heure actuelle la seule forme accessible pour la mobilisation ouverte des forces du prolétariat allemand libéré du joug du vieux parti. »

Les sociaux-démocrates étaient particulièrement conscients du danger que pouvait représenter pour la bourgeoisie la formation d'un parti communiste révolutionnaire aguerri, qui aurait permis la victoire de la classe ouvrière. Ils profitèrent de chaque occasion pour se débarrasser des militants et des dirigeants susceptibles de constituer une direction révolutionnaire. Après avoir profité de l'écrasement de la révolution

La garde rouge à Munich, avril 1919.



berlinoise pour faire assassiner Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht du KPD, ce fut le tour quelques mois plus tard, de Leo Jogiches, puis d'Eugène Léviné. Celui-ci, dirigeant de la Commune de Bavière, fut arrêté le 13 mai, puis condamné à mort à l'issue d'un procès où il défendit le programme communiste.

Cette période révolutionnaire ne permit pas au KPD de devenir une véritable direction révolutionnaire capable de coordonner la lutte des travailleurs et de les mener à la victoire. Avant même d'avoir atteint la maturité, il fut victime du stalinisme. Au lieu d'une direction révolutionnaire émergea une direction soumise aux intérêts de la bureaucratie soviétique. Le KPD fut incapable d'affronter la nouvelle période de crise qui, à partir de 1929, ouvrit la voie au nazisme et mena Hitler au pouvoir. Le prolétariat allemand, déjà fortement éprouvé, allait le payer d'une défaite historique.

Inès Rabah

LEUR SOCIÉTÉ

Première image d'un trou noir : la science est sans frontières

Une équipe d'astronomes a dévoilé mercredi 10 avril la première image jamais obtenue d'un trou noir, situé au centre d'une autre galaxie, à une distance de 50 millions d'années-lumière.

L'image montre un halo brillant autour du trou noir qui, lui, n'est pas visible, puisque c'est un objet tellement massif et dense que la lumière ne peut pas s'en échapper. Mais en attirant toute la matière autour de lui, le trou noir l'échauffe et la rend visible. On voit donc un anneau avec une forme bien particulière liée aux conditions extrêmes qui règnent autour du trou noir, qui courbent les rayons lumineux.

Ce qui semblait de la science-fiction devient

réalité. Les trous noirs avaient été prévus comme une conséquence de la théorie de la relativité d'Einstein, il y a un siècle, mais pendant longtemps on les a considérés comme une hypothétique curiosité. Puis, on en a eu des preuves indirectes. Les astronomes ont observé des émissions de rayons X particulièrement intenses au centre des galaxies, dont la nôtre, et on a compris qu'elles révélaient probablement la présence de trous noirs géants. En 2016, on avait capté les ondes

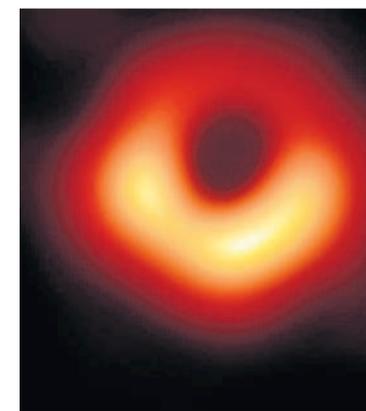
gravitationnelles émises par la collision de deux trous noirs lointains. Mais c'est la première fois qu'on en a une image directe.

Cette première est très importante pour les scientifiques, car les trous noirs restent des objets très mystérieux et donnent accès à des conditions impossibles à reproduire dans des laboratoires.

C'est grâce à la collaboration pendant des années d'une soixantaine d'équipes de vingt pays, au travail en commun de 200 chercheurs et des équipes indispensables qui les entourent, que ce projet a pu aboutir. Il a fallu imaginer un dispositif aussi précis qu'une

lunette permettant de lire un journal à New York depuis Paris. On l'a réalisé en synchronisant avec une précision extrême un réseau de huit observatoires répartis sur quatre continents, en Arizona, au Chili, en Espagne, au Mexique, à Hawaï et jusqu'au Pôle Sud, formant ainsi une sorte de télescope géant à l'échelle de la Terre. Il a fallu stocker les données dans des piles de disques durs spéciaux pour les transporter en avion, la quantité d'informations nécessaire à la fabrication de l'image étant bien trop volumineuse pour passer par les tuyaux d'Internet.

Les réseaux sociaux ont donné à la découverte le



visage de Katie Bouman, jeune scientifique enthousiaste, auteure d'un des programmes informatiques ayant permis de construire l'image. On ne peut que partager sa joie devant un succès qui illustre la marche en avant de l'humanité, et donne un aperçu du monde sans frontières qui devrait être le nôtre aujourd'hui. Le capitalisme, avec l'argent et l'individualisme pour seul idéal, ses injustices et ses barbelés, n'en apparaît que plus choquant.

Serge Fauveau

Hôpitaux de Paris : grève aux urgences

Le service des urgences de l'hôpital Saint-Antoine, à Paris, est en grève depuis le 18 mars. Les agressions de soignants en ont été le déclencheur.

Le personnel des urgences revendique le remplacement des soignantes en congés maternité, la stagiarisation de ceux qui sont en CDD en vue d'un poste en fixe, la présence d'un vigile 24h sur 24, des améliorations du matériel de sécurité. Surtout, ce qui est mis en avant, c'est l'obtention d'une prime spécifique de 300 euros par mois pour le personnel des urgences.

L'administration a procédé à la réquisition des grévistes. La grève a donc un caractère de principe, sans conséquence sur la présence

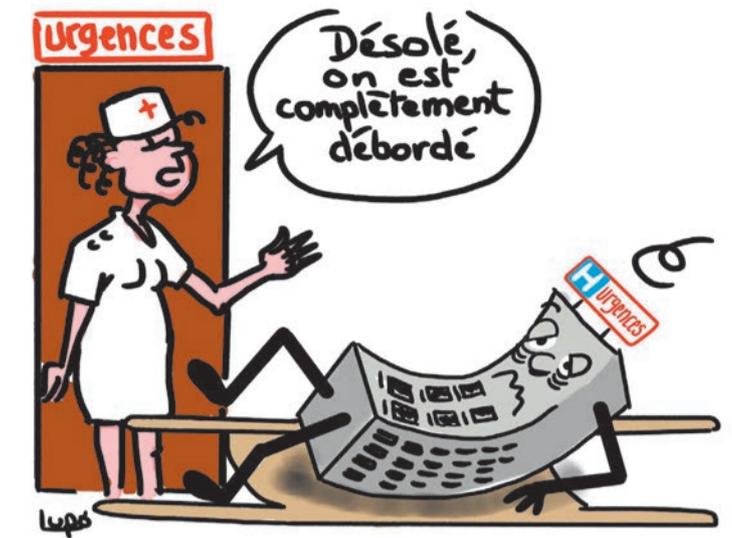
du personnel et peu de retrait sur les salaires.

La direction locale de l'hôpital a très vite lâché sur les revendications concernant le matériel et les remplacements... mais pas sur la prime de 300 euros, en disant que cela n'était pas de son ressort. Avec ce succès partiel, les grévistes ont ainsi pris conscience qu'ils avaient les moyens de se faire entendre.

De son côté, la direction générale de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), voyant que les services d'urgences de quatre

autres hôpitaux de l'AP-HP rejoignaient la grève le lundi 15 avril, a annoncé des effectifs supplémentaires. Elle a promis d'affecter 45 emplois... à répartir entre les 25 services d'urgences. Elle a aussi évoqué une prime exceptionnelle donc pas mensuelle, bien moindre pour les aides-soignants que pour le personnel infirmier, qui ne satisfait pas du tout les grévistes.

Bien que les grévistes de Saint-Antoine n'aient cherché jusqu'à présent à étendre leur mouvement qu'en direction des autres urgences, ce mouvement a eu un effet regonflant pour les autres services. Ainsi, une centaine de personnes



ont envahi une réunion où était présente la directrice du groupe hospitalier.

Cela dit, les problèmes rencontrés par le personnel qui travaille aux urgences sont loin d'être spécifiques à ce service. Les suppressions d'emplois, les fermetures de lits dans les services en aval des urgences, les conditions de travail de plus en

plus dures ayant des répercussions sur la vie privée (horaires de travail chamboulés, etc.), et surtout les salaires insuffisants et la baisse du pouvoir d'achat touchent tous les travailleurs hospitaliers, quels que soient leur service et leur hôpital.

Aux urgences de Saint-Antoine, certains craignent que leurs revendications soient noyées dans d'autres plus générales si le mouvement s'étendait aux autres services. Pourtant, il est évident que la direction n'a qu'une peur, c'est que la grève se propage aux 80 000 salariés de l'AP-HP. Lutter pour 300 euros de plus par mois, comme pour de meilleures conditions de travail, sont des objectifs qui peuvent entraîner chacun et donner au mouvement une force considérable. En réalité, c'est même la seule voie qui peut déboucher sur des reculs décisifs de l'administration.

Correspondant LO

À l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière

Alors que le ras-le-bol couvait depuis des mois dans le service des urgences, la grève de Saint-Antoine a donné des idées à la Pitié-Salpêtrière.

Un petit groupe s'est mobilisé et a posé des revendications : l'embauche d'infirmières et d'aides-soignantes pour combler les équipes qui en manquent (jour et nuit), la création de postes de brancardiers pour que les aides-soignantes puissent rester à leur poste, la titularisation de tous les CDD, le remplacement du matériel

défectueux et l'achat de matériel supplémentaire (tensiomètres, thermomètres, brancards, etc.), ainsi que l'obtention d'une revalorisation salariale de 300 euros nets.

À une trentaine, elles ont rencontré le chef de service et l'encadrement. S'ils ont été à l'écoute, si le médecin leur a affirmé son soutien en expliquant que, puisque

l'activité avait augmenté, il était normal que le personnel augmente aussi, les cadres ont dit qu'il n'y avait pas de postes vacants, que les augmentations de salaire n'étaient pas de leur ressort et qu'il fallait « réfléchir » pour les postes de brancardiers.

Sans solution après cette rencontre et celle avec la direction de l'hôpital, l'ensemble des équipes des urgences a entamé la grève dès le dimanche 14 avril à minuit. Une réunion

d'organisation du mouvement a eu lieu le mardi 16 avril. Un piquet de grève existe et une équipe a remis à l'entrée de l'hôpital les banderoles que la direction avait fait décrocher.

Les grévistes des urgences sont déterminés et contents de ne plus subir des conditions de travail épuisantes sans rien dire. L'ambiance est dynamique et joyeuse avec des jeunes qui font l'expérience de leur première grève.

Correspondant LO

Saint-Gobain – Pont-à-Mousson : un projet de cession qui inquiète

Il y a quelques semaines, le groupe Saint-Gobain a annoncé qu'il était à la recherche d'un partenaire pour sa filiale Saint-Gobain PAM spécialisée dans les canalisations en fonte, qui possède plusieurs usines en Meurthe-et-Moselle et une en Haute-Marne.

La multinationale, qui ne cesse de racheter des entreprises dans le monde entier, a décidé l'an dernier de se débarrasser d'une partie de ses actifs. Ayant réalisé un bénéfice net de 1,7 milliard d'euros en 2018, en augmentation de 6 % par rapport à l'année précédente, elle veut encore augmenter ses profits en se débarrassant des filiales qu'elle juge les moins rentables et, par la même occasion, faire remonter le cours de son action en Bourse.

Dernièrement, des informations ont filtré sur une possible vente à 60 % au principal concurrent de Saint-Gobain PAM, le groupe chinois Xin Xing.

Les travailleurs craignent que celui-ci cherche surtout à récupérer les brevets et ferme rapidement les usines. Il est aussi question d'un fonds d'investissement américain, ce qui ne rassure guère plus. En fait, les capitalistes quels qu'ils soient, ne cherchent qu'à faire de l'argent par tous les moyens. Saint-Gobain, qui a fait passer les effectifs de PAM de 3000 à 2000 salariés, ne vient-il pas de décider la suppression de 170 postes sur 270 dans son usine de Brebach, en Allemagne près de la frontière, pour concentrer une partie de sa production sur Pont-à-Mousson.

Les politiciens locaux

s'agitent beaucoup autour de Saint-Gobain PAM. Il est question de « projet industriel à l'échelle européenne », de « souveraineté du pays », d'appel à l'intervention de l'État, et aussi de nationalisation temporaire. Mais, en Lorraine, tout cela

a un air de déjà vu depuis l'affaire des hauts-fourneaux de Florange qu'ArcelorMittal a fermés en 2014.

Les travailleurs sont bien conscients que ce sont les actionnaires qui décident et que le gouvernement est à leur botte, mais rien ne

dit que les mauvais coups qui se préparent dans le secret des bureaux passeront sans réaction. Jusqu'au bout Saint-Gobain aura besoin que ses usines tournent, les travailleurs ne sont pas sans moyens pour se défendre.

Correspondant LO



Les derniers hauts-fourneaux en activité en Lorraine.



JST – Lyon : la lutte pour les salaires continue

Débutée le 2 avril à l'appel de la CGT, la grève pour 100 euros d'augmentation se poursuit à l'usine Jeumont Schneider transformateurs de Lyon.

La direction et des cadres sont venus plusieurs fois la nuit avec un huissier, pour intimider le piquet de grève et tenter de faire partir un gros appareil de 200 tonnes qui doit être livré dans une centrale EDF. Sans résultat : l'appareil est toujours

immobilisé sur sa remorque et le transporteur a même récupéré ses deux tracteurs. Les grévistes restent cependant vigilants, craignant une nouvelle tentative de la direction.

En tout cas, le piquet est toujours là et s'organise

pour assurer les permanences, fournir la nourriture et passer les nuits sous des tentes parapluies chauffées. De nombreux soutiens se manifestent : l'usine est en pleine ville, dans la partie populaire du 8^e arrondissement de Lyon, et le voisinage ne manque pas une occasion de soutenir les grévistes, tout comme les véhicules qui passent devant les

tentes et les drapeaux.

La balle est dans le camp de la direction, qui s'entête pour l'instant, après avoir proposé en fin de semaine de payer les jours de grève si le travail reprenait. Mais les grévistes veulent les 100 euros revendiqués depuis le début. Alors, il faudra que la direction cède si elle veut que le travail reprenne.

Correspondant LO

General Electric – Belfort : direction et gouvernement complices pour licencier

Après l'annonce que les mille emplois net que devait créer General Electric lors de la reprise du secteur Énergie d'Alstom en 2015 ne seraient pas atteints, ce qui est à l'ordre du jour, ce sont des licenciements massifs.

Un plan de près de 300 suppressions d'emplois, sur un effectif de 1400 travailleurs, est mis en place dans la partie Énergie. Officiellement, ce sont des départs volontaires (RCC) et des mesures d'âge. Mais il y a bien souvent peu de « volontaires » qui se déclarent. Personne ne sait quelle va être l'attitude de la direction. Les « volontaires » risquent bien d'être désignés d'office ! Et cela fait suite à des licenciements

massifs d'intérimaires.

À General Electric Turbines gaz, même si ce ne sont que des bruits persistants, un plan de 800 à 1000 licenciements s'annonce dans ce secteur, sur un effectif de 1900 personnes. La direction devrait confirmer ce plan le 29 avril prochain.

Au niveau local comme au sommet de l'État, tous les politiciens semblent être au courant des intentions du patron. General Electric a déjà provisionné

2,8 milliards de dollars pour frais de restructuration dans ses comptes.

La directrice de General Electric France vient de démissionner et a été remplacée par un ancien conseiller de Macron, quand il était ministre de l'Économie. C'est dire la complicité entre les dirigeants de General Electric et le gouvernement. Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, prétend vouloir explorer « toutes les pistes industrielles pour le maintien de l'emploi » à General Electric Belfort. Mais il n'a rien fait pour contraindre GE à créer les 1000 emplois promis, et il veut nous faire croire qu'il

va aller au charbon pour trouver des emplois.

Dans une lettre accompagnant le rapport annuel de GE, le PDG explique qu'il prévoit notamment de « maintenir une politique budgétaire serrée » pour être capable « de revenir à un niveau de dividende équivalent à ce que distribuent nos concurrents ». Voici comment fonctionnent un grand groupe capitaliste riche à milliards !

Pour maintenir l'emploi, il n'y a pas d'autre choix que de prendre sur les profits de General Electric. Un choix à l'opposé de celui de la direction et du gouvernement.

Correspondant LO

Arjowiggins – Sarthe : colère face aux manœuvres du patron

Depuis quelques semaines, la colère des anciens salariés des usines Arjowiggins de la Sarthe est attisée par la découverte des manœuvres de leur ancien patron qui ont mené à leur licenciement.

800 salariés ont été licenciés dans les deux papeteries Arjowiggins de Bessé-sur-Braye, qui est complètement fermée, et de Saint-Mars-la-Brière. Ils sont victimes de la politique du groupe Sequana, qui a décidé d'abandonner ses usines de production pour se consacrer principalement à la distribution et à la

vente de papier, dans le but d'augmenter sa rentabilité.

Mais les travailleurs d'Arjowiggins se sont fait lanterner pendant plus de trois mois. Élus, pouvoirs publics et syndicats leur ont expliqué que le groupe Sequana avait des difficultés et que la seule perspective était d'espérer un repreneur. Il fallait donc surtout

ne pas faire de vagues !

Aujourd'hui, ils découvrent petit à petit que leur ancien employeur avait tout prévu et tout planifié. Les avocats des salariés envisagent d'attaquer en justice Sequana pour avoir siphonné à son profit 20 millions d'euros sur les comptes des deux usines.

Dernièrement, une vidéo montre un des directeurs du groupe présentant à ses clients une nouvelle gamme de papier produite auparavant par Arjowiggins. Elle

démontre ainsi que la direction du groupe s'était préparée à l'avance pour retrouver de nouveaux fournisseurs de papier et que, pendant des mois, elle a menti aux travailleurs, pendant qu'elle préparait son plan de licenciements avec l'aide de l'État.

Avoir accès aux comptes des entreprises serait pour les travailleurs le seul moyen de prévoir les mauvais coups et de pouvoir se défendre.

Correspondant LO



Dans nos bulletins d'entreprise

Pas de poste au rabais

À la demande de la direction, plusieurs entreprises viennent faire des offres de travail, dont la RATP. On a pu constater que les salaires y sont souvent en dessous des nôtres.

Nous n'avons pas à accepter d'y perdre. C'est PSA qui est responsable de cette situation, pas nous. C'est à l'entreprise, riche à milliards, de compenser les différences, autant que nécessaire. Pas de perte de salaire pour nous ! C'est ensemble qu'on pourra l'imposer.

PSA Peugeot Citroën
Saint-Ouen

Et les gants ?

Au 710, ils veulent de nouveau qu'on lave nos gants après usage, pour qu'on ne les jette pas. Non seulement ils perdent en efficacité mais, en plus, ça pue.

S'ils font pareil avec les cotons-tiges, on comprend mieux pourquoi ils ne nous entendent pas.

Hutchinson
Châlette-sur-Loing

Colère rouge vif

Chez France gardiennage, des salariés craquent devant les plannings de fou : 12 heures, matin, après-midi ou soirée, repos imprévisibles, horaire irrégulier. Impossible d'organiser sa vie de famille.

Si les agents de sûreté et de sécurité sont là pour « lutter contre les actes de malveillance », c'est avant tout contre nos patrons qu'on doit lutter.

Aéroport Roissy CDG

Jeu vidéo ou roulette russe ?

À partir du mois de juillet, la direction d'Air liquide a l'intention de superviser depuis la région lyonnaise l'atelier de Pont-de-Claix, sans salarié dans l'installation en dehors des heures de travail à la journée.

En dehors de ces heures, il y aurait des salariés d'astreinte pour la nuit, les week-ends et jours fériés, qui pourraient être rappelés.

Faire fonctionner une installation qui produit un gaz dangereux sans personne sur place, c'est jouer avec la sécurité des salariés et de la population alentour.

Usine chimique
de Pont-de-Claix

SNCF – Villeneuve-Saint-Georges : une grève victorieuse

Au technicentre de Villeneuve-Saint-Georges, dans le Val-de-Marne, la grève à la Manœuvre moteur a été massivement suivie par la soixantaine d'agents de ce service. Au bout de cinq jours, la direction a cédé.

Avec la polyvalence, les cheminots de ce secteur sont sous pression et doivent assurer un nombre de plus en plus important de fonctions de sécurité. Alors quand, il y a un mois, ils ont appris qu'ils avaient été oubliés dans l'augmentation d'une prime attribuée à un autre secteur, c'était la goutte d'eau de trop.

La direction a cédé très vite et de façon rétroactive sur cette prime, mais il était trop tard. Trois samedis de suite, les travailleurs se sont réunis et ont établi une liste de revendications, autour notamment de diverses primes. Deux délégations, accompagnées par les syndicats, ayant été reçues sans effet par la direction, ils ont décidé la grève.

Celle-ci a duré cinq jours, du lundi 8 au vendredi 12 avril. Elle a été quasiment unanime, avec des taux de grévistes de 98% le premier jour, puis de 90% pour les jours suivants. Et elle a été active.

Chaque jour, des grévistes se retrouvaient au piquet à l'entrée du dépôt. Puis ils se réunissaient pour discuter de leur mouvement et voter la reconduction de la grève. Ils ont aussi fait un tract pour faire connaître

leur grève aux autres travailleurs du site. En groupe d'une vingtaine, ils ont tourné dans les ateliers. Et, que ce soit au piquet ou en tournée, ils ont pu constater les marques de soutien des travailleurs des autres secteurs.

Le cinquième jour, ils étaient encore vingt-cinq au piquet, et bien déterminés à rester mobilisés même à l'approche du week-end. La direction a alors reçu la délégation élue. Celle-ci s'était engagée à soumettre les propositions de la direction à l'assemblée des grévistes.

Au final, les grévistes ont obtenu des augmentations de primes: 20% de plus sur la prime de travail pendant onze mois, soit 30 à 80 euros par mois; l'application réelle de certaines primes, ce qui fait 50 euros par an pour une trentaine d'agents. D'autre part, huit embauches sont anticipées de six mois. Enfin, une prime de fin de grève de 700 euros leur sera versée.

Cela s'ajoute à l'augmentation de la prime principale en moyenne de 40 euros par mois, obtenue en début de mouvement, ainsi que son effet rétroactif depuis un an.

Bien sûr, ces augmentations sous forme de primes

sont loin de faire le compte: les grévistes estiment que c'est au moins 400 à 500 euros d'augmentation de salaire qu'il faudrait chaque mois. Pour l'obtenir, cela nécessiterait un mouvement à une tout autre échelle.

Mais les grévistes ont voté la fin de la grève à l'unanimité, en ayant conscience d'avoir fait reculer la direction et d'avoir gagné sur les objectifs qu'ils fixaient à leur mouvement.

Au-delà des avancées

obtenues, ils sont fiers d'avoir maîtrisé leur grève du début à la fin. Pour la plupart, c'était leur première grève active, et ils l'ont menée de manière démocratique.

Correspondant LO



La pause des grévistes de Villeneuve.

RATP – ligne 13 : les trains ne passent pas, les sanctions non plus!

Beaucoup de voyageurs franciliens connaissent la ligne 13 et ses problèmes incessants. La ligne est saturée, le matériel vétuste. La réponse de la direction à cette situation est de mettre toujours plus la pression sur les conducteurs et de les sanctionner. Mais la dernière sanction n'est pas passée et a déclenché la grève.

La ligne 13 du métro parisien est la plus chargée aux heures de pointe, et ce malgré des investissements coûteux, mais arrivant toujours trop tard pour permettre d'absorber l'affluence des voyageurs, qui ne cesse d'augmenter. Cet état permanent de saturation, qui s'ajoute à la vétusté des installations et des trains, fait que le moindre incident a des conséquences sur la circulation des trains, voire bloque entièrement la ligne.

Sur cette ligne difficile, la direction de la RATP ne trouve rien d'autre que de mettre sans cesse un peu plus les conducteurs sous pression, en durcissant les sanctions à la moindre erreur. Ceux qui résistent pour faire respecter la réglementation sur les conditions de travail des conducteurs, quand la direction tente de

les contourner, ne sont pas non plus épargnés: pour eux, c'est aussi la sanction pour «refus d'obéissance».

La dernière en date n'est pas passée. Lorsque le conducteur a été convoqué, le 1^{er} avril, pour un entretien en vue d'une sanction, il était accompagné d'une dizaine de collègues. Ceux-ci ont averti la direction qu'ils ne laisseraient pas passer la sanction sans réagir. En effet ils se sont très vite organisés et ont décidé la grève pour le 12 avril. Ils ont fait de l'agitation auprès de leurs collègues par tous les moyens, discussions, tracts, téléphone, réseaux sociaux...

La direction, d'autant plus inquiète que les travailleurs de la ligne s'organisaient eux-mêmes, a dépêché deux cadres dans le terminus afin d'essayer d'enrayer le mouvement. Ils

n'ont rien trouvé de mieux que de tenter d'intimider un autre conducteur, en faisant savoir qu'ils avaient l'intention de le sanctionner aussi, pour abandon de poste. L'intimidation n'a pas marché, bien au contraire, et le 12 avril la grève a été un succès, avec une trentaine de grévistes.

La direction a dû faire venir de nombreux conducteurs de la réserve générale (des conducteurs qu'elle paie un peu plus et à qui elle fait systématiquement appel en cas de grève) pour faire tourner la ligne. L'encadrement faisait triste mine et les grévistes présents avaient «la pêche»!

La politique de la RATP consistant à durcir les sanctions ne se limite pas aux conducteurs: les agents de station, les chefs de départ (agents responsables du mouvement des trains), etc., sont eux aussi concernés. Elle voudrait ainsi rendre les travailleurs plus dociles, sous prétexte de résister à l'ouverture prochaine à la concurrence. Mais là, elle est tombée sur un os.

Correspondant LO

SNCF : suppression du service Autotrain ?

La SNCF compte supprimer d'ici fin 2019, le service qui permettait de transporter des voitures en train. Les six dernières liaisons reliant Paris à la Côte d'Azur seraient abandonnées pour des raisons financières: les trains ne sont remplis qu'à 68%, alors qu'elle estime, vu le niveau des péages ferroviaires, qu'il faudrait au moins 85% de remplissage pour que le service soit rentable.

Lancé il y a 60 ans, ce service avait été touché par le développement des autoroutes sur le territoire. Mais la disparition du train autocouchette a empêché les usagers de voyager en même temps que leur voiture. Combiné avec des tarifs de plus en plus prohibitifs, la SNCF a donc programmé l'agonie de ce moyen de

transport. Tant pis pour les accidents routiers supplémentaires! Tant pis pour la pollution supplémentaire! Tant pis pour les emplois supprimés à la SNCF et chez les sous-traitants.

Alors que les experts s'égosillent sur les conséquences catastrophiques du réchauffement climatique, la SNCF a déjà quasiment condamné les trains de nuit. Le trafic fret a été divisé par deux en 15 ans. Des milliers de kilomètres de lignes dites secondaires sont menacés de disparition, faute d'entretien suffisant. Certaines liaisons à grande vitesse sont mêmes menacées par l'impératif de rentabilité maximum.

Le nouveau slogan de la SNCF, c'est: «À nous de vous faire préférer la route!»

Christian Bernac

Lyon – Métropole : les éboueurs se sont fait respecter

Après plus de deux semaines de grève, les éboueurs directement embauchés par la Métropole de Lyon ont repris le travail vendredi 5 avril.

Même si le compte n'y avait été promise mais pas est pas du côté des salaires, ils ont tout de même obtenu une prime mensuelle de 65 euros brut, qui leur

effectivement accordée au moment de la fin du fini-parti, avec effet rétroactif depuis 2017, une prime d'intéressement de 300 euros brut, ainsi que la fin de l'inégalité salariale entre les nouveaux, embauchés depuis 2015, et les plus anciens.

Leur colère portait aussi sur la dégradation des conditions de travail.

Beaucoup d'anciens avaient le sentiment d'avoir trop reculé face aux pressions de la hiérarchie.

Et la grève a été l'occasion de resserrer les liens collectifs, d'apprendre aux plus jeunes comment on peut se faire respecter tous

ensemble.

Finalement, ce mouvement des éboueurs du public a beaucoup compté pour encourager ceux de l'entreprise Pizzorno (voir ci-dessous) à se mettre à leur tour en grève!

Correspondant LO

Pizzorno – Lyon : la coupe est pleine

Après ceux de la Métropole de Lyon, les éboueurs de la société Pizzorno, à Vénissieux, ont démarré la grève le 2 avril. Ils revendiquent, comme leurs collègues du public, une augmentation de salaire de 300 euros et se battent aussi pour leurs conditions de travail, la sécurité et plus de considération de la part d'une direction qui ne cesse de les harceler.

Pizzorno a obtenu entre 2012 et 2017 le marché auprès de la Métropole, qui a concédé au privé les secteurs les plus rentables. Cette société, détenue par la fille de Francis Pizzorno, surnommé « le roi des ordures » tant ses méthodes étaient crapuleuses, ramasse les ordures dans trois arrondissements de Lyon, ainsi qu'à Bron, Villeurbanne et Vaulx-en-Velin. Les éboueurs doivent collecter 23 à 30 tonnes par jour, avec un matériel défaillant. Les nouveaux camions de ramassage ne permettent plus aux agents de communiquer avec les chauffeurs; les vêtements sont inadaptes, insuffisants et de

mauvaise qualité. On oblige les travailleurs à nettoyer les camions avec des produits dangereux, ce qui devrait être fait par du personnel spécialisé. Au moindre retard, à la moindre égratignure sur un camion, la direction les menace, met des avertissements ou des mises à pied. Aucun moyen de transport n'est mis à la disposition de ceux qui sortent les poubelles des immeubles, mais la direction a trouvé le moyen de les équiper de smartphones avec géolocalisation, pour mieux les surveiller!

Alors, ce qui domine dans leur mouvement, c'est la volonté de se faire respecter, car ils font un travail

ingrat pour des salaires faibles. Ainsi, pour vingt ans d'ancienneté, en travaillant six jours sur sept, le salaire d'un ripeur est de 1500 euros, dont 300 euros sous forme de prime. Pour couronner le tout, ils ont touché une prime d'intéressement de 150 à 247 euros, mais aucune prime gilets jaunes, alors que le groupe Pizzorno environnement, coté en Bourse, fait des bénéfices.

La direction fait venir les huissiers et la police tous les jours. Pour remplacer les grévistes, elle emploie des intérimaires, ce qui est illégal, ou fait venir des salariés d'autres villes où elle a gagné le marché (Valence, Nice, Paris...) en leur payant l'hôtel.

Malgré le mépris affiché par la direction, les grévistes, très majoritaires, restent déterminés. Tous les matins, soutenus par des gilets jaunes et des militants

syndicaux, ils reconduisent la grève dès 4 h 30. Lundi 15 avril, une centaine d'entre eux ont manifesté jusqu'à l'hôtel de ville, clamant « Éboueurs en colère » sous les fenêtres du maire Colomb, et l'interpellant: « Nous sommes les travailleurs de l'ombre, ceux qui,

quand vous dormez, ramassent vos poubelles. On veut plus de respect et des salaires dignes. Prenez vos responsabilités: vous avez pris Pizzorno, faites en sorte qu'on soit entendus. » Ils étaient bien décidés à poursuivre leur grève.

Correspondant LO



QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal avril 2019.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
 www.union-communiste.org
 contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
 www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO
 www.lutte-ouvriere-audio.org

Élections européennes

Contre le grand capital, le camp des travailleurs

**La liste de
Lutte ouvrière
conduite
par Nathalie
Arthaud et
Jean-Pierre
Mercier**



À travers la campagne

Lors du débat animé par Jean-Pierre Mercier au Mans, le 13 avril, un travailleur a pris la parole: «*Je travaille chez Arjowiggins, la papeterie qui va fermer, et je vais recevoir ma lettre de licenciement sous quinze jours. On s'est fait balader. Les syndicats nous ont dit: "Surtout ne bougez pas, pour que la mariée soit belle pour un repreneur." On ne savait pas tout ce que les patrons cachaient, on découvre les choses aujourd'hui.*» Jean-Pierre Mercier, qui a participé au combat contre la fermeture de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois, a confirmé: «*Je sais par expérience que les batailles contre les fermetures d'usine sont extrêmement difficiles à mener. C'est là où l'on voit, parfois après coup, toutes les magouilles entre l'État, les collectivités territoriales et le patron. La politique*

disant qu'il faut rester sages, qu'on ne fasse pas peur car, s'il y a un repreneur qui vient, il faut qu'il ait envie de nous reprendre, ça consiste à se livrer pieds et poings liés.» Cette discussion s'est conclue avec une participante qui a expliqué: «*C'est vrai que le monde ouvrier a eu des échecs. Mais il faut qu'il apprenne de ses échecs.*»

Au meeting avec Nathalie Arthaud à Arles, le 13 avril, une ouvrière venue en gilet jaune: «*Il y a tant de choses à dire! Le salaire hommes-femmes par exemple, ça devrait être le même! C'est le même poste. Et puis tout augmente, les prix, les assurances, le loyer. Il faudrait au moins un smic à 1 500 euros.*» Une autre participante a ajouté: «*Et l'impôt sur la fortune? Pourquoi c'était là pendant des années et pourquoi il serait dangereux [pour l'économie]*

*aujourd'hui?» Nathalie Arthaud a repris la parole pour affirmer que, derrière Macron, il fallait viser la classe capitaliste, qui s'enrichit et en plus se décharge de toutes ses responsabilités sur l'État: «*Pourquoi y a-t-il des aides au logement? Parce que les salaires ne permettent pas de se payer un loyer.*» C'est pareil pour la formation: «*Les patrons prétendent qu'ils ne trouvent pas de salariés compétents, mais ils ne veulent rien dépenser pour en former*», a-t-elle ajouté. Elle a fini son intervention en disant qu'il ne fallait pas seulement faire payer le grand patronat mais aussi lui retirer «*son pouvoir de décider*», en citant la formule d'un manifestant du mouvement des gilets jaunes: «*On ne veut pas les miettes, on veut diriger la boulangerie!*»*

Union européenne: la fausse barbe des traités

«*Sortir des traités*», comme le revendique la France insoumise; «*Désobéir aux traités qui nous pourrissent la vie*», comme le formule Ian Brossat, candidat du PCF; «*Réviser les traités*», comme l'expriment Génération.s, EELV ou d'autres partis de gauche mais aussi de droite et d'extrême droite: quelle que soit leur formule, tous ces partis rendent les traités européens responsables de la politique d'austérité menée d'un bout à l'autre de l'Europe.

L'Union européenne est certes régie par divers traités, ratifiés par tous les États membres, depuis le traité de Rome signé en 1957 jusqu'à celui de Lisbonne en 2007, en passant par le traité de Maastricht. Ces traités, fruits de laborieuses négociations, organisent les relations entre les États de l'Union européenne et ils reflètent directement les rapports de force entre eux. Ils donnent un habillage juridique à la domination exercée par les principales

bourgeoisies d'Europe, française et allemande en particulier, sur l'ensemble de l'économie européenne.

Ces traités européens ne valent ni plus ni moins que ce que valent les Constitutions nationales. Le droit au logement est inscrit dans la Constitution française. Cela n'empêche pas des dizaines de milliers de pauvres de dormir à la rue ou dans des logements insalubres! La même Constitution garantit, depuis 1946, l'égalité entre les hommes et les femmes

«*dans tous les domaines*». Soixante-dix ans plus tard, les femmes doivent toujours se battre contre les discriminations.

Répéter, comme tous ces partis, plus ou moins souverainistes, que l'austérité et la politique antiouvrière menée d'un bout à l'autre de l'Europe résultent des traités est une diversion et un mensonge. Ces politiques résultent des exigences des capitalistes dans une économie en crise et de la soumission à leurs intérêts, dans tous les pays, des gouvernements qui se succèdent au pouvoir. Pour se défendre, les travailleurs auront à affronter non pas des chiffons de papier, mais des capitalistes en chair et en os. À commencer par ceux de leur propre pays.

Xavier Lachau

Meeting à Paris avec

**Nathalie Arthaud
et Jean-Pierre Mercier**

Vendredi 10 mai à 20 h 30

Grande salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor - Paris 5^e

M^o Maubert-Mutualité - Entrée libre

Réunions publiques

Avec Nathalie Arthaud

Thionville

**Vendredi 19 avril
à 17 heures**

Salle Verlaine
Rue du Général-Walker

Montpellier

**Samedi 20 avril
à 15 heures**

Salle Dieze-Event
188, avenue
du Marché-Gare

Amiens

**Jeudi 25 avril
à 19 heures**

Salle Dewailly
en face du Coliseum

Saint-Nazaire

**Vendredi 26 avril
à 20 h 30**

Salon République
(1^{er} étage du Paquebot)
Avenue
de la République

Sarreguemines

**Samedi 27 avril
à 16 h 30**

Casino des Faïenceries
4, rue du Colonel-Cazal

Auxerre

**Dimanche 28 avril
à 15 heures**

Maison de quartier
Saint-Siméon

Orléans

**Jeudi 2 mai
à 20 h 30**

Centre de conférences
9, place 6-juin-44

Tours

**Vendredi 3 mai
à 20 h 30**

Salle polyvalente
10, place Neuve

Nancy

**Samedi 4 mai
à 17 heures**

Salle Léon-Adler
2, rue Claude-Deruet

Avec Jean-Pierre Mercier

Charleville-

Mézières

**Samedi 20 avril
à 16 heures**

Bourse du travail
21, rue Jean-Baptiste-
Clément

Le Havre

**Vendredi 26 avril
à 18 h 30**

Salle des fêtes
Franklin
117, cours
de la République

Hendaye

**Samedi 27 avril
à 15 heures**

Salle des Joncaux
31, avenue de l'Industrie

**Clermont-
Ferrand**

**Mardi 30 avril
à 20 heures**

Maison du peuple

Rouen

**Jeudi 2 mai
à 19 heures**

Salle de la Halle aux toiles



Pour en savoir plus :

www.lutte-ouvriere.org/europeennes